

ZOOM



Exclusif: extraits de la biographie de Robert Piché D 4

Sur les traces de René Lévesque D 5

La maison péquiste ébranlée

Le départ de Paul Bégin soulève bien des questions

■ Au Conseil des ministres, il était devenu seul dans son camp. Le dernier des « purs et durs ». Le loup solitaire a hurlé sa colère lundi en quittant les siens. Va-t-il entraîner d'autres compagnons sur sa route? Cela paraît peu probable, même si beaucoup de souverainistes trouvent, comme lui, que le PQ prend trop de détours dans sa marche vers la souveraineté du Québec.



Paul Bégin a interprété comme un désaveu la décision du premier ministre, Bernard Landry, de nommer un médiateur dans le dossier des procureurs de la Couronne.

Avant le Conseil national de Gatineau, au début du mois de septembre, la moitié des ministres réclamaient, comme Paul Bégin, un engagement ferme du Parti québécois à tenir un référendum au cours d'un prochain mandat. Bernard Landry avait conclu la réunion sans annoncer de décision. Pauline Marois et François Legault, qui étaient absents, ont été consultés dans les jours suivants. « C'est clair qu'ils ont fait pencher la balance du côté de la souplesse », a indiqué une source proche du Conseil des ministres.

Le député de La Peltre, Michel Côté, se rappelle d'un « lobbying intensif » dans les jours qui ont précédé le Conseil national de Gatineau. Finalement, toute l'équipe parlementaire péquiste, à l'exception de Paul Bégin, s'est ralliée sans trop de difficulté à la stratégie des 1000 jours. Il y aura référendum si la mobilisation réussit, si le PQ croit à ses chances de le gagner. Version modernisée des « conditions gagnantes » de Lucien Bouchard, que beaucoup de militants avaient décriées.

« Je pense que c'est ça, l'approche sage, raisonnable, qui respecte la population », disait le premier ministre plus tôt cette semaine.

Le président du Parti québécois de la région de Québec, Gilles Grenier, est convaincu que 90 % des militants partagent la vision de M. Landry. « Comme premier ministre, il ne pouvait aller plus loin que ça. Il ne peut pas permettre un recul de l'option souverainiste dans un référendum », estime M. Grenier.

« La date butoir souhaitée par Paul Bégin est séduisante. Ça force les gens à faire un choix, mais si les gens font le choix contraire? Moi, je veux une porte ouverte, c'est certain que je ne mettrai pas le cadenas sur la porte moi-même. »

Les plus jeunes dans le parti ne partagent souvent pas l'impatience des souverainistes de la génération de Paul Bégin. « Ça prendra le temps que ça prendra pour faire la souveraineté, mais on ne poussera pas plus vite parce qu'une génération sent que c'est son dernier tour au bâton », affirme Johnathan Valois, 30 ans, fraîchement élu à l'exécutif national du PQ. En d'autres mots : merci d'avoir porté le flambeau, mais si vous êtes fatigués, la relève est prête à continuer. « Regardez ceux qui ont joint les rangs, il y a des gens sérieux et responsables », dit M. Valois.



Valérie Lesage

VLesage@lesoleil.com

Voir PÉQUISTE en D 2 ►

SOCIÉTÉ

Grippe: les bons mots pour les bons remèdes

■ Atchoum! Ce n'est pas parce que vous recevez le vaccin antigrippal en novembre que vous n'éternuerez pas cet hiver. Aucun vaccin ne peut empêcher les éternuements et les nez qui coulent. Surtout durant l'hiver, quand les muqueuses sont plus sèches, que les gens vivent plus à l'intérieur et que les 250 virus respiratoires responsables du rhume sont prêts à prendre l'assaut de votre organisme.

Les vaccins antigrippaux viennent d'arriver dans les cliniques médicales et les CLSC du Québec. D'ici la mi-décembre, un million et demi de personnes tendront le bras aux aiguilles des infirmières et des médecins dans l'espoir d'échapper au virus de l'influenza.

Le vaccin antigrippal ne protège pas contre le rhume, c'est clair. Mais contre l'influenza, responsable de la « vraie » grippe, il est fort efficace : de 70 % à 90 %.

Un peu de sémantique, d'abord.

Ce qu'on appelle grippe dans le langage populaire, est en fait un rhume. Les signes et symptômes du rhume et de la grippe se ressemblent, d'où son nom scientifique de syndrome grippal. (voir tableau en page D 2). Influenza est le mot latin pour désigner la grippe. C'est aussi le nom donné au virus qui la cause. La grippe (ou influenza) rend plus malade, et surtout peut dégénérer en pneumonie et causer des décès. Au Québec, 1500 décès par année sont attribuables à la grippe, une centaine dans la région. C'est plus que la méningite.

On estime que 10 % à 20 % de la population est victime de la grippe à chaque hiver. Les victimes du rhume? Comptons plutôt ceux qui n'en souffrent jamais. La confusion dans les termes porte les gens à croire faussement que même s'ils reçoivent le vaccin, ils auront la grippe quand même.

MOUVEMENT ANTI-VACCIN?

Aucun argument scientifique contre la vaccination ne tient la route, assure le Dr Yves Robert, médecin-conseil en maladies infectieuses au ministère de la Santé et des Services sociaux. « Le discours anti-vaccin n'a pas changé depuis 100 ans. Et c'est un cul-de-sac, c'est une confrontation entre la science et les fausses croyances », fait-il remarquer.

Au Québec, le groupe dirigé par Guylaine Lantôt, radiée de la profession médicale, surgit à chaque campagne de vaccination. Et son discours sème le doute. Un doute qui oblige les médecins de santé publique à reprendre à chaque année les explications sur la sécurité et les bienfaits du vaccin antigrippal. « Une goutte de doute a plus d'effets qu'un océan de certitudes. C'est plus attrayant, c'est plus vendeur », constate le Dr Robert.

Malheureusement, la cuvée 2000 du vaccin antigrippal a eu des ratés, causant des effets secondaires plus importants que d'habitude: yeux rouges, toux, problèmes respiratoires, gonflement du visage. Au Québec, 650 cas du syndrome oculo respiratoire (SOR), en réaction au vaccin antigrippal ont été déclarés cette année-là. « Ces patients n'ont eu aucune séquelle, il n'y a eu aucun décès. Les symptômes ont duré deux jours. Cette année-là, on avait utilisé un solvant moins efficace pour fragmenter le vaccin, qui contenait plus de macromolécules. Certaines personnes ont développé des symptômes allergiques aux agrégats, explique le Dr Robert.

« Et l'année suivante, ceux qui ont reçu le vaccin antigrippal ont vu leurs symptômes allergiques diminuer », note-t-il.

Mais le mal est fait et sème le doute de nouveau. « Nous devons rassurer la population. Cet événement est pourtant bien moins grave que l'influenza que prévient le vaccin », ajoute le Dr Robert.



Louise Lemieux

Llemieux@lesoleil.com

Les vaccins sont fabriqués à partir de souches inactivées du virus de l'influenza. « On cultive le virus sur des embryons d'œufs de poulet, parce que ça pousse bien et que c'est peu coûteux. On inactive la culture avec du formaldéhyde, on centrifuge. Il ne reste plus grand-chose du virus », explique la Dr^{re} Geneviève Tremblay, de la Direction de santé publique de Québec.

Parce que les œufs ont été utilisés dans sa fabrication, les personnes allergiques aux œufs sont priées de s'abstenir de recevoir le vaccin.

« Le vaccin vient aider la nature à fabriquer des anticorps. Il met en branle un mécanisme naturel de défense. Il ne peut infecter les gens. Même 20 ans de vaccination antigrippale ne fatigue pas le système immunitaire, parce que l'organisme produit des anticorps à tous les jours », assure la Dr^{re} Tremblay. L'inconvénient, admet-elle, c'est que l'exercice est à recommencer à chaque année: le virus de la grippe change, et les anticorps ne sont plus les bons.

PEUR DE L'AIGUILLE

Au Québec, la vaccination gratuite est offerte aux plus de 60 ans, à tous ceux qui sont atteints de maladies chroniques (diabète, asthme, insuffisance rénale, cancer, déficit immunitaire) et à ceux qui vivent avec ces derniers. Le programme coûte 7 millions \$.

Si la vaccination est passée dans la culture pour les personnes âgées (60 % des plus de 65 ans reçoivent le vaccin), ce n'est pas le cas pour les malades chroniques, dont seulement 30 % sont vaccinés. La situation préoccupe la Dr^{re} Geneviève Tremblay. « Ces personnes ne sont peut-être pas au courant que l'influenza peut leur causer des problèmes ».

Voir GRIPPE en D 2 ►



Les vaccins antigrippaux viennent d'arriver dans les cliniques médicales et les CLSC. La campagne de vaccination dure tout le mois de novembre. La gratuité est offerte aux personnes âgées de 60 ans et plus, de même qu'à celles atteintes d'une maladie chronique et à leurs proches.

ARCHIVES LE SOLEIL

Les abris d'auto

J'aime

Il y a environ un quart de siècle, chaque tempête de neige soufflait sous mon auto exposée aux quatre vents un coussin de neige durcie.

Un coussin si épais et compact que, une fois l'allée pelletée et le tour de l'américaine intermédiaire dégaï, j'étais souvent incapable de faire reculer le véhicule, malgré les pneus à crampons et les 308 chevaux du V-8 sous le capot.

Il fallait élargir, s'accroupir, se mouiller les genoux et s'écarter à aller chercher jusque sous le différentiel la croûte blanchâtre marbrée de rouille.

Et si, au lendemain de la bordée venue de l'est, le vent d'ouest se décidait de souffler, tout était à recommencer.

J'en ai eu marre et j'ai acheté en pièces pré-coupées un de ces affreux garages temporaires en «ripe pressée».

Mon dos était sauf. Aussi celui de ma femme, soulagée de bien des tracasseries, quand j'étais en reportage à l'extérieur.

Souvent à l'automne, j'ai eu peur de perdre au vent cette masse brunâtre que j'avais bien hâte de voir soutenue par la neige. Les éléments ont fini par la disloquer et je l'ai remplacée par une structure plus longue couverte de toile.

Aujourd'hui, huit cylindres suffisent à faire avancer les deux petites voitures de la famille et les cédres qui bordent l'allée ont si bien poussé qu'ils couperaient sans doute une partie du vent des tempêtes. Mais je ne me passerais plus des autres avantages des abris d'auto de nouvelle génération.



Louis Tanguay

LTanguay@lesoleil.com

Ça se monte comme un mécano, à un seul homme s'il le faut, sauf pour installer la toile.

Une fois le froid venu, cette corvée d'automne donne beaucoup plus de temps pour jouir des vrais plaisirs de l'hiver, en plein air ou devant le foyer.

C'est tout blanc (comme la neige) avec une porte à chaque bout et il suffit de les fermer au bon moment pour que même le gravier reste au sec. Ainsi, à deux mètres de la rue, un élan suffit à passer à travers une lame de neige moyenne. Si on l'a pelletée le matin, elle sera de toute façon revenue en

place avant le retour à la maison par les bons soins de la charrue.

Quand on prend la route, la voiture n'a jamais l'air d'un de ces dangereux bancs de neige mobiles avec à peine un petit coin de fenêtre dégagé.

Et le soleil matinal qui fait briller les arbres décorés d'une mince couche de verglas nouveau, c'est tellement plus joli quand on n'a pas besoin de se battre avec les serrures et de gratter pendant une demi-heure.

Inutile en outre de faire tourner le moteur au ralenti et polluer inutilement l'air, pour faire fondre ce qui obstrue la vision.

Au lieu de tout ça, mieux vaut aller faire une petite promenade dans la neige fraîche en respirant à pleins poumons.

J'aime pas

Je l'avoue, j'ai possédé un abri d'auto. Croyant que j'aurais moins de neige à pelleter, j'ai fait l'acquisition de cette patente infernale qui pousse lorsque les feuilles tombent et qui disparaît seulement avec la crue des eaux au printemps.

Je n'ai jamais tant pelleté que les trois ans où j'ai eu ce grément dans le stationnement de la maison. Je n'ai jamais tant forcé que les dimanches d'automne où j'ai tenté de grimper à bout de bras la mausée de toile sur les tabarnouches de poteaux d'acier chambranlants.

C'est d'une laideur à faire frémir. Les toiles blanches, ça peut toujours passer, mais dans ma rue,

il y avait toutes les couleurs imaginables en plus des champions du mauvais goût : les cabanes de bois, ces espèces de panneaux bruns dont personne n'oserait se servir en plein bois même pour construire la bécasse.

La seule place où il n'y avait pas de neige, c'était sur l'auto. C'était toujours ça de pris, mais le vendeur ne m'avait pas dit qu'il faut

vider la toiture régulièrement, que les ancrages font de méchants trous dans l'asphalte, que ça ne tient pas dans les pavés imbriqués, que les sangles vont boucher l'allée piétonnière.

Ni le camelot ni le facteur ne voulaient se rendre plus loin que la porte de l'abri pour déposer



Yves Therrien

YTherrien@lesoleil.com

journaux et courrier. Pendant six mois, pas question de sortir juste le bras pour ramasser le journal. Faut s'habiller... et tant qu'à être dehors... pelleter!

Les deux pieds de neige, ils restent devant la porte, abri ou pas. Et il faut l'enlever, la neige, entre le garage et la rue pour sortir l'auto. Surtout ne pas oublier de la fermer, la mausée de porte, sinon la charrue remplira le garage et le vent viendra jouer au cerf-volant.

Certains matins, j'ai dû me résoudre à quémander l'aide du voisin pour qu'il vienne souffler un bout de chemin. À la pelle, j'y arrivais passé toute la journée.

Quelle patente encombrante! Ça bouche la vue, ça coupe les discussions avec les voisins, ça brise l'entrée. Au printemps, faut trouver un coin pour cacher l'horreur.

Je n'aime pas les abris d'auto. Je n'en aurai plus. Le coup de grâce m'a été asséné par une amie française

qui voulait voir le Québec en hiver. Entre l'aéroport et la maison, elle dit à son fils : «Tu vois, c'est tellement froid Québec en hiver que les habitants doivent planter des tentes sur leur terrain pour laisser les enfants jouer dehors.» Belle image!

Finis, j'en aurai plus, d'abri. J'aime mieux les bancs de neige et le son de la souffleuse.

Ça vous bouche la vue et ça coupe les discussions entre voisins



Pas une semaine ne passe sans que les Linda Goupil (gauche), Pauline Marois (centre) ou Bernard Landry répètent que les programmes sociaux sont menacés par l'écureuil fédéral, qui engrange les surplus sur le dos des provinces.

PÉQUISTE

Suite de la D 1

Il reste que malgré l'appui quasi unanime des militants à la stratégie des 1000 jours, le départ d'un militant aussi authentique que Paul Bégin force la réflexion. «Il sent une certaine apathie et il a sans doute raison», croit Gilles Grenier.

Cette vision est partagée par beaucoup de gens, selon le ministre Serge Ménard, qui a émis des craintes face aux risques de division du mouvement souverainiste. Si cela arrivait, «on ne réaliserait jamais la souveraineté», a-t-il dit.

Manifestement, les murs de la maison péquiste tremblent un peu. Mais la vice-présidente du parti, Marie Malavoy, juge que les fondations ne sont pas ébranlées.

«On est toujours en équilibre instable dans un parti d'émotions. Il y a des phases d'amour et d'autres de déception. Ce n'est pas un groupe qui marche comme un troupeau derrière un programme. Il y a des états d'âme», analyse-t-elle.

Le premier ministre, lui, espère que la secousse va sonner le réveil des troupes, même s'il trouve «bizarre» que pour faire arriver l'indépendance plus vite, on quitte le seul parti qui la préconise. «J'espère que cet épisode de drame de Paul Bégin va faire penser aux millions de souverainistes qu'il est temps de se remettre à l'œuvre.»

Ainsi, même Bernard Landry semble constater une certaine inertie. La démonstration du déséquilibre fiscal par Québec n'a pas encore provoqué l'indignation souhaitée par le PQ dans la population en général. Des ministres constatent que la commission Séguin «est passée dans le beurre» et que le défi d'incarner les chiffres reste encore à relever. Pourtant, pas une semaine sans que les François Legault, Linda Goupil ou Pauline Marois répètent que la santé et les programmes sociaux sont menacés par l'écureuil fédéral, qui engrange les surplus sur le dos des provinces.

L'idée de servir un ultimatum au gouvernement fédéral n'est pas encore enterrée. Si certains ministres sont prêts à donner une chance à la stratégie de la mobilisation, ils pourraient

éventuellement demander d'accélérer le pas. Imposer à Ottawa une date butoir pour régler le problème du déséquilibre fiscal et si le fédéral refuse de bouger, faire un référendum sur la souveraineté pour que le Québec remette la main sur son argent.

Évidemment, l'idée ne fait pas l'unanimité. «Je ne pense pas que la mise sur pied d'une nouvelle démocratie doit être liée uniquement au déséquilibre fiscal. La souveraineté, c'est plus que ça», estime Johnathan Valois.

PROBLÈME DE LEADERSHIP?

En dehors de la question souverainiste, le départ de Paul Bégin soulève celle du leadership de Bernard Landry. Quand cinq ministres quittent le bateau en moins d'un an, on peut s'interroger à juste titre sur les talents de rassembleur du chef.

Tous les militants interrogés diront de Bernard Landry qu'il est le meilleur homme pour vendre l'idée de la souveraineté. «Les militants sont rassurés sur ses convictions profondes», dit M^{me} Malavoy.

Maintenant, le premier ministre a-t-il les qualités nécessaires pour diriger un gouvernement? Les ministres ont démissionné pour différentes raisons qui leur sont propres, dit-on. La situation entre le ministère de la Justice et les procureurs de la Couronne était peut-être devenue ingérable. N'empêche, certains estiment qu'il y a eu des maladroites. Le premier ministre

est intervenu dans le dossier le jour même où Paul Bégin subissait une chirurgie à l'œil. Il a accepté de nommer un médiateur contre l'avis de son ministre, adhérent ainsi à une suggestion de l'opposition libérale...

Des politiciens sont prêts à excuser le premier ministre. «Son leadership n'est pas affaibli à cause des démissions. Que des gens quittent pour différentes raisons, c'est normal en politique. C'est une famille. Il y a des ruptures parfois, mais la terre continue de tourner», dit le député de La Péltrie.

On ne met peut-être pas la faute sur Bernard Landry directement, mais plusieurs commencent à trouver qu'il a la faiblesse d'être mal entouré. «Les gens de son cabinet ne sont pas des diplômés en relations humaines, dit une source proche de l'équipe ministérielle. Ça manque de doigté.

Il n'y a pas beaucoup de sentiments et d'empathie.»

«Un ministre qui claque la porte en disant que le premier ministre est pas fin, ça fait une mauvaise image pour le premier ministre», observe Gilles Grenier. Toutefois, il croit que cette image s'effacera assez vite parce que les gens comprennent que c'est davantage le désaveu dans le dossier des procureurs que la lenteur face à la souveraineté qui a entraîné le départ de Paul Bégin. «Le dossier des procureurs, c'est technique, ça n'interpelle pas M. Tout-le-Monde.»

Ainsi, M. Grenier estime que cette démission sera beaucoup moins dommageable que celles des Brassard et Chevrete, associées à «l'agisme». «C'était insultant pour les gens plus âgés, même si Bernard Landry ne le voyait pas comme ça.»

Il reste que, contrairement à ses autres collègues démissionnaires, Paul Bégin continuera de siéger comme député indépendant. Il jouira d'une entière liberté de parole. On ne risque donc pas de l'oublier rapidement. Mais cela n'inquiète pas M. Grenier.

«Une fois qu'il aura réfléchi, il pourrait tenir un excellent discours, il en est capable. Il pourrait réveiller les troupes et agir comme mouche du coche. Son discours plus tranché forcera le débat.»

L'HÉRITAGE DE BÉGIN

L'onde de choc créée par la démission du ministre de la Justice a occulté ses réalisations. Car Paul Bégin a été très actif pendant les quatre années et demie où il a occupé ce poste. Il est le père de l'union civile, celui qui a légalisé les unions entre conjoints de même sexe. C'est avec beaucoup de sensibilité et de conviction qu'il a piloté le dossier pour mettre fin à la discrimination à l'égard des couples gays.

Paul Bégin a aussi travaillé avec ardeur pour rendre la justice plus accessible aux citoyens. Il a piloté la réforme du Code de procédure civile, qui devait entrer en vigueur en janvier et qui risque maintenant d'être retardée. Cette réforme imposera à la cour des délais fixes pour traiter les dossiers, limiter les procédures et haussera les compétences de la Cour des petites créances.

Comme ministre de la Justice, M. Bégin a aussi procédé au virage informatif des tribunaux et mis sur pied des équipes de procureurs spécialisées dans la lutte contre le crime organisé.

DIFFÉRENCE ENTRE LE RHUME ET LA GRIPPE

Symptômes	Rhume	Influenza (grippe)
Fièvre	Rare	Habituellement forte (38°C - 40°C) Apparition soudaine, dure de 3 à 4 jours
Maux de tête	Rares	Importants
Douleurs généralisées	Bénignes	Courantes, aiguës
Fatigue et faiblesse	Peu importantes	Extrêmes, peuvent durer jusqu'à 1 mois
Épuisement	Jamais	Rapide et important
Écoulement nasal	Courant	Courant
Éternuements	Courants	Exceptionnels
Maux de gorge	Courants	Courants
Douleurs thoraciques, toux	Faibles à modérées, toussotements	Courantes, peuvent devenir persistantes
Complications	Congestion des sinus ou maux d'oreilles	Bronchite, pneumonie : peuvent mettre la vie en danger

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

GRIPPE

Suite de la Une

Étonnamment, en dépit de la gratuité du vaccin, seulement 32 % du personnel hospitalier s'est prêt à l'exercice l'an dernier. Pourtant, ces travailleurs sont en contact avec une clientèle vulnérable à une maladie qui se transmet facilement : le virus de la grippe survit cinq minutes sur la peau, 48 heures sur une surface sèche.

Peu d'entreprises privées offrent le vaccin anti-grippal. Sur les 1,5 million de doses achetées par le Québec, à peine 130 000 sont achetées par le secteur privé, précise le D^r Robert.

«Les gens ne se sentent pas vulnérables à la grippe. Et la peur de la piqué-

re existe», constate la D^{re} Tremblay. «Et cette peur est souvent inversement proportionnelle à la grosseur des biceps», ajoute le D^r Robert.

Après les personnes âgées et les malades chroniques, les directions de santé publiques des différents pays songent à inclure les enfants de six mois à deux ans dans leur programme de vaccination gratuite. Le programme américain commencera l'an prochain. On y songe au Québec.

Le «high tech» de la vaccination, c'est le vaccin en aérosol qui est à l'étape de l'homologation à la FDA américaine (Food and Drug Administration). Le «Flumist» devrait être sur le marché dans deux ans. Mais, comme toute haute technologie, il coûte cher : entre 15 \$ et 35 \$ US. Chaque fiole de vaccin anti-grippal coûte 3,73 \$.



Pour l'infirmière Josée Martel, du CLSC Haute-Ville-des-Rivières, la «saison» des vaccins antigrippaux est «une période intense, mais agréable». Lorraine Simoneau a été la première à lui tendre le bras.

Magasin généreux

Lorsque La Commode a ouvert ses portes, il y a deux ans, le grand patron, Claude Chrétien, s'est demandé un moment si le concept du magasin n'était pas trop téméraire. Ce n'était qu'une friperie après tout, les clients ne sont pas des gens fortunés, ils sont habitués à se contenter de peu, pourquoi leur offrir un endroit beau, propre, vaste, accueillant, bien éclairé, qui n'a pas l'air d'un bric-à-brac.

Sa réponse, il l'a obtenue un bon matin d'une bénéficiaire de l'aide sociale. Depuis des années, la dame avait pris l'habitude d'acheter ses vêtements usagés dans les comptoirs de charité ou les sous-sols d'églises, des endroits qui ne paient pas de mine et qui vous renvoient en pleine face votre condition sociale.

Ce n'était pas le cas à La Commode. Son appréciation des lieux dépassait le boniment de la cliente satisfaite. « Monsieur, j'ai retrouvé ici ma dignité, maintenant, je peux moi aussi magasiner dans un vrai magasin... »

Il semble bien que la madame ne soit pas la seule à être contente au point d'y revenir. Durant sa première année d'exploitation, 12 000 personnes sont passées par La Commode, presque autant en 2002. Avec son chiffre d'affaires de 1,1 million \$ annuellement, le magasin de la rue d'Estimauville, dans l'arrondissement Beauport, est considéré comme le plus important magasin sans but lucratif au Québec. Si tout va comme prévu, un frère jumeau pourrait voir le jour bientôt dans l'arrondissement Sainte-Foy.

La Commode est située à l'extrémité sud des anciennes Galeries Sainte-Anne, dans un coin

de la nouvelle ville qui se meurt à petit feu. L'administration L'Allier a des projets dans ses cartons, mais en attendant, le paysage est tout ce qu'il y a de plus déprimant.

Le stationnement de la Commode est immense, mais à quoi bon, la plupart des clients ne sont pas assez riches pour posséder une voiture. La moitié vit avec moins de 17 000 \$ par année. On s'y rend à pied ou en autobus.

Juste de l'autre côté de la rue d'Estimauville, on retrouve un magasin grande surface qui donne aussi dans les vêtements recyclés, le Village des valeurs. La concurrence est féroce entre les deux commerces, qui n'ont toutefois pas la même philosophie. Le second, propriété d'une compagnie de Seattle, est là uniquement pour faire de la *business*, alors que le premier a d'abord et avant tout un mandat social, celui de recycler les vêtements et autres objets, mais aussi les individus d'une certaine façon. La différence est de taille.

La quarantaine d'employés de la Commode sont, pour la plupart, d'anciens bénéficiaires de l'aide sociale, de jeunes décrocheurs ou des déficients intellectuels. Des gens qui n'avaient pas travaillé depuis des années et ont appris à le faire. Ce petit boulot a donné un nouveau sens à leur vie.

C'est le cas de Karine, qui supervise la section des « gugusses », dans l'entrepôt. Des « gugusses », ce sont des petits jouets usagés, des



Normand Provencher

NProvencher@lesoleil.com

casse-tête, de la vaisselle. La Commode en a vendu pour environ 100 000 \$ l'an dernier.

Martine, Jean et Johanne font partie de l'équipe de Karine. Ils souffrent tous, à des degrés divers, de handicaps intellectuels.

Chacun a sa tâche. L'un fait le tri des objets, l'autre compte les pièces des casse-tête pour s'assurer qu'il ne manque pas de pièces, un troisième colle les étiquettes. Ça marche rondement dans leur atelier. Tout le monde y met du sien. « J'adore mon métier », lance Karine. Personne ne peut en douter à entendre ce cri du cœur.

Un peu plus loin, toujours dans le vaste entrepôt, c'est le petit atelier de Jacques Gosselin. Il répare des téléviseurs, radios, magnétoscopes et autres appareils électriques. Les objets sont ensuite mis en vente sur le plancher. La journée de ma visite, Yannick Parent, 16 ans, donnait un coup de main à Jacques, dans le cadre d'un stage. « L'école pour moi, c'est fini... »

On se sent à l'aise à La Commode. L'endroit a fière allure. La décoration est de bon goût. Chaque chose est à sa place et il y a une place pour chaque chose.

Les 20 000 pieds carrés du magasin reçoivent principalement des vêtements pour dames, mais il y a aussi du linge pour hommes et enfants, des souliers, des équipements sportifs,

seulement du stock usagé et bon marché auquel on donne une seconde vie.

Personne ne vient se ruiner ici : les trois quarts des articles coûtent moins de 10 \$. Mais il y a aussi plus cher, comme ce manteau de cuir de 49 \$. « Regardez, il est presque comme neuf. Dans un autre magasin, il coûterait 300 \$ », me dit Claude Chrétien.

Ça ne coûte pas cher à La Commode, mais ça ne veut pas dire qu'on y vend n'importe quoi. Par exemple, les vêtements qui ont des défauts sont envoyés à un organisme qui se chargera de les expédier dans les pays en voie de développement.

Les employés de La Commode forment une petite famille. On badine, on rit, on fait des blagues. L'ambiance est conviviale, rien à voir avec ce que Pierre, l'un des deux gérants, a connu dans le secteur privé.

« Dans les magasins où j'ai travaillé, c'était l'argent, l'argent et seulement l'argent qui comptait, qu'il me raconte. Il n'y avait pas beaucoup de place pour l'épanouissement. Ce n'est pas pareil, ici. D'une certaine façon, j'ai remplacé la folie du privé par la compassion du communautaire. »

L'argent, c'est aussi une préoccupation à La Commode, mais pas dans le sens d'une recherche éperdue du profit. Le magasin dépend en grande partie des subventions. Or, le gouvernement provincial est moins généreux et demande à l'entreprise de voler de ses propres ailes, ce qui est un peu prématuré après seulement deux ans, estime Claude Chrétien.

Des millions à la pelle pour le chantier maritime Davie et des *pinottes* pour La Commode et sa cinquantaine d'employés, cherchez l'erreur...

ENTREVUE

La loi de la jungle

Il y a peut-être plus, derrière la sortie de Francis Belleau à l'ADISQ, que la frustration d'un rappeur qui s'estime lésé

JEAN-FRANÇOIS CLICHE
JFCliche@lesoleil.com

■ Vingt-trois ans. Une maison de production à lui. Un monde à conquérir. Et assez de front pour faire deux fois le tour de sa tête. Minimum.

Francis Belleau fait partie du collectif S3 (prononcé « huit trois ») et non « quatre-vingt-trois » qui a pris les planches du gala de l'ADISQ presque *manu militari*, dimanche, pour faire passer son message : faites au rap la place qui lui revient. « On veut que ceux qui nous jugent soient des gens qui connaissent ça (le hip-hop). »

Et pour connaître, Belleau connaît, lui qui rappe depuis déjà plusieurs années malgré son jeune âge. « C'est ça qui m'a fait faire de la musique », dit-il. 2 faces (de son surnom) a fait ses débuts avec le groupe Constellation avant d'enregistrer un album solo (*Appelle ça comme tu veux*), puis de se tourner davantage vers la production — ce qui ne l'empêche pas de s'impliquer à fond de train dans S3. Il est même copropriétaire du label Explicit Production, qui a son studio sur la Rive-Sud.

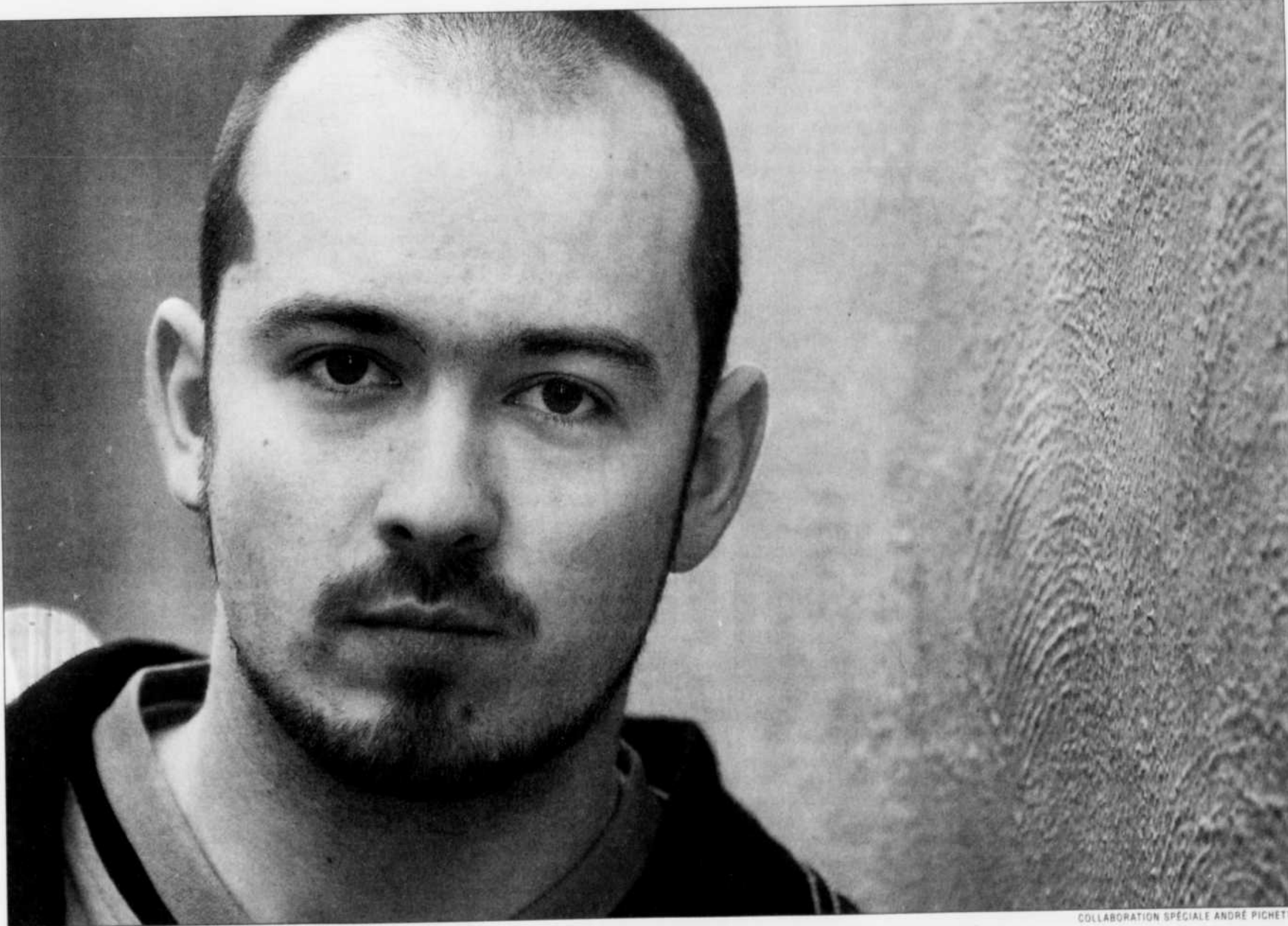
Crâneur pas à peu près, il assure que de vrais initiés auraient remis le Félix hip-hop à sa bande plutôt qu'à Dubmatique. Certes, l'histoire récente ne manque pas d'arguments pour lui donner raison. Après tout, si Carole Laure a remporté la catégorie hip-hop en 1998, « ça montre bien à quel point c'est ridicule ».

Francis Belleau, s'il est besoin de le mentionner, ne s'étouffera probablement jamais en mâchant ses mots. Pour un rappeur, ce n'est pas nécessairement un défaut.

Mais après 30 minutes d'entrevue, on se prend à penser qu'il y a peut-être plus, derrière ses bravades, que la frustration d'un musicien qui s'estime lésé. Certaines idées, un peu étranges dans la bouche d'un artiste *underground*, reviennent trop souvent pour être tout à fait innocentes : « dominer », « compétition », « trône ».

Un peu conquistador sur les bords, le Belleau ? « Tout à fait, dit-il. On est là pour ça. Si on ne croyait pas en ce qu'on fait, on ne le ferait pas. Ça ne prend pas grand-chose pour faire du rap. (...) Tout le monde peut rapper. Fait qu'il faut se distinguer, être les meilleurs. »

Cette concurrence farouche, explique Belleau, est une caractéristique du hip-hop, un reflet de ses racines. Issu des ghettos noirs américains, le rap est né dans un monde dur où les horizons sociaux sont bouchés pour presque tout le monde. « Il y a juste une tarte. Si t'en prends pas un morceau, quelqu'un d'autre va le faire à ta place. »



« Il y a juste une tarte. Si t'en prends pas un morceau, quelqu'un d'autre va le faire à ta place. »
Le rappeur Francis Belleau sait où il va et il prend les moyens pour s'y rendre.

COLLABORATION SPÉCIALE ANDRÉ RICHETTE

ce. » Et quand pauvreté, racisme, violence et décrochage font partie du quotidien, la musique est souvent la seule tarte qui reste.

Dans pareilles circonstances, jouer du coude devient un art nécessaire. Avec ses *battles* — sorte de concours où deux rappeurs prennent alternativement le micro devant une foule afin de déterminer lequel est le meilleur —, le hip-hop a élevé la compétition au rang de vertu.

« Eminem s'est fait recruté en gagnant des *battles* », illustre notre homme, qui ne vient pourtant pas d'un milieu difficile. Né à Charny, il partage maintenant son temps entre Saint-Romuald et Montréal — « pour la carrière, parce que tout se passe là-bas ». La classe moyenne, quoi. Mais il insiste : « Tout ce que j'ai fait, je l'ai fait par moi-même. Quand on (le collectif S3) est sorti, on a fait beaucoup de jaloux. C'est comme ça, dans le hip-hop. Faut que tu défendes ton trône. »

Et ça lui plaît, cette loi de la jungle ? « Peut-être au début... l'esprit de compétition, le goût de dominer. Mais une fois que ton nom est fait, t'as plus besoin d'en faire autant (de *battles*). »

N'empêche. Au Québec, la vie d'un jeune rappeur, même « dominant », n'est pas faite que de loisirs. On est loin des millions \$, des limos et des villas des stars américaines. Belleau doit trimer dur sans toujours encaisser de rétribution digne de ce nom. « J'ai passé des années à travailler gratuitement (pour des projets musicaux), j'ai mis l'école de côté, même si ça ne m'a pas fait de peine, je passe ma vie là-dedans. »

« Faut travailler fort. Ça veut dire courir toute la journée pour donner des entrevues, faire des demandes de subventions, coller des stickers dans la rue, etc. Mais on peut s'améliorer à travers ça. »

À ce compte, il n'est peut-être pas si mauvais que l'industrie musicale québécoise ne fasse pas grand-chose

pour aider. Après tout, bien des groupes marginaux ont perdu leur âme en signant avec une maison grosse, pointure. D'autant plus que, comme le dit Belleau, les principales étiquettes ne gèrent pas toujours leurs artistes rap de la bonne façon.

« Les *majors* peuvent dépenser beaucoup d'argent sur un premier disque, mais si le profit n'est pas là, ils ne seront pas pressés d'en sortir un deuxième. Le hip-hop n'a pas besoin d'équipement très coûteux pour sonner comme une tonne de brique. Quand on connaît ça, on sait à quels détails il faut faire attention. »

Mais Belleau refuse d'écarter tout compromis avec le *mainstream* musical d'ici. Et il cite l'exemple des États-Unis, où le hip-hop pur et dur s'est taillé une place de choix dans les palmarès, même si les petits labels indépendants, semblables à Explicit Production, font face à des géants. Là-bas, « comme l'industrie a décidé de porter attention à ce monde-là, les pe-

tites compagnies sont devenues grosses et ont pu jouer avec les grandes », dit-il en soulignant le retard du Québec sur ce point.

Domage. Les rappeurs québécois, estime Belleau, ont trouvé « un beau milieu » entre le hip-hop français, mélodique et plutôt propre, et le *hardcore* américain. Avec ses diphtongues, l'accent québécois lie mieux les mots que l'accent français, qui « est plus saccadé, plus découpé. J'aime pas. »

Sans compter que le joual donne un côté plus sale, plus « rue » au hip-hop. « C'est plus dans l'esprit de la chose. »

La qualité du rap québécois, déplore Belleau, n'est pas encore reconnue à l'extérieur de la province. Mais il y travaille. « Il y a beaucoup d'anglophones qui disent : "Je ne comprends rien, mais je le sens." Reste à essayer la France. Ce ne sera pas facile, parce que c'est presque aussi fermé que les États-Unis, mais ça va venir dans les prochains mois. »

Chers cousins : tenez-vous bien...

Itinéraire d'un héros

Lorsque Robert Piché a posé son appareil en catastrophe aux Açores, le 24 août 2001, il n'en était pas à sa première aventure du genre

Les Éditions Libre Expression lanceront le 6 novembre une biographie du pilote Robert Piché, *Aux commandes du destin*, sous la plume du journaliste Pierre Cayouette. LE SOLEIL reproduit ici, en exclusivité, de larges extraits d'un chapitre.

«C'est sûrement Robert! Ça ne peut être quelqu'un d'autre!» Plusieurs parmi les parents, amis et collègues du pilote Robert Piché ont eu ce mot, le 24 août 2001, quand ils ont appris par l'entremise de la radio ou de la télé qu'un Airbus A-330 d'Air Transat venait d'atterrir en catastrophe à l'aéroport de Lajes, sur l'île de Terceira, dans l'archipel des Açores, à la suite d'une panne de moteur. Les premières dépêches révélaient qu'il n'y avait ni mort ni blessé grave. Les proches du commandant Piché ont pensé à lui quand ils ont entendu les reporters et les experts vanter l'habileté et le sang-froid exceptionnels du pilote dans ces circonstances. Ils ont deviné que c'était Robert Piché parce qu'il fallait que ce soit lui, dans la mesure où sa vie est une suite d'événements peu banaux et de situations périlleuses dont il finit toujours par se sortir, contre toutes probabilités.

LES «BUMS» DE L'AVIATION

(...) À l'automne 1973, Robert Piché cherchait à se dénicher un premier emploi dans l'aviation. Il connaissait l'agent d'Air Gaspé au comptoir de l'aéroport de Mont-Joli, Serge Fortin. C'était un ami de son frère aîné, Pierre. Timide et maladroit, le jeune pilote est allé à sa rencontre.

— Est-ce que le président de la compagnie vient parfois à Mont-Joli?

— Il vient souvent. M. Pouliot sera justement ici demain.

Le lendemain matin, le jeune homme a pris son courage à deux mains et s'est dirigé vers le restaurant où le patron d'Air Gaspé était attablé avec son chef pilote. M. Pouliot était un homme imposant et avait la réputation d'être un peu rustre. À cette époque, il était au sommet de sa carrière. Avant-gardiste, il venait d'acheter un HS-748 neuf et il était le premier Canadien à se procurer cet appareil anglais, l'avion de l'heure.

Chez Air Gaspé, les salaires n'étaient pas farmineux et les conditions de travail étaient difficiles. Mais plusieurs jeunes pilotes souhaitaient néanmoins y travailler. C'était souvent le tremplin à de belles carrières.

Robert Piché se sentait tout petit quand il l'a interrompu.

— Monsieur Pouliot?

— C'est bien moi. Qu'est-ce que je peux faire pour toi, mon jeune? demanda-t-il, agacé.

— Je vais vous dire ça très vite. Mon nom est Robert Piché. Je suis pilote et je me cherche une job.

— Combien d'heures de vol as-tu?

— J'ai mon 250 heures du cégep, mon «endossement» deux moteurs et ma licence aux instruments.

— Nous autres, on n'engage pas à moins de 10 000 heures de vol, trancha-t-il avec un ton ne supportant pas la contestation.

— J'ai peut-être pas 10 000 heures de vol, mais je suis un bon travailleur.

Rien à faire. Pouliot semblait tenir mordicus à ses 10 000 heures de vol.

— Très bien, merci. Je reviendrai vous voir quand j'aurai plus d'expérience. Le postulant repartait bredouille et résigné, lorsque le patron s'est ravisé et l'a rappelé.

— Si t'es prêt à travailler, viens ici demain matin. Je passerai avec le 748. On monte à Rimouski chercher de la marchandise. Je t'essaie pour quelques semaines. Après, on verra ce qu'on peut faire pour toi.

Piché est ressorti un peu décontenancé en se répétant sans trop y croire: «J'ai une job!» C'était trop beau pour être vrai. (...)

Le lendemain matin, le nouveau pilote d'Air Gaspé s'est présenté à l'aéroport de Mont-Joli comme convenu, sa valise sous le bras, sans savoir ce qui l'attendait. M. Pouliot l'a fait monter dans son avion et ils sont allés récupérer le fret à Rimouski. Piché a chargé lui-même les boîtes dans l'appareil: il faut bien commencer quelque part!

Son nouvel employeur en a profité pour lui donner les notions importantes en matière de répartition du poids dans un avion. Ils ont décollé vers Gaspé, Piché assis sur le *jump seat* (le siège derrière ceux du pilote et de son copilote). «J'ai observé la procédure pour démarrer le moteur en me disant: mon Dieu que ça semble difficile de piloter cet appareil», raconte Piché. À Gaspé, M. Pouliot lui a donné l'adresse d'une pension et l'a prié de s'y louer une chambre.

DÉBUTS À LA DURE

Dès le lendemain, un pilote, un ex-confrère de classe, a été libéré pour apprendre à la recrue le maniement de l'Aztec, un avion à six passagers. Robert Piché est entré en fonction le 14 décembre 1973. Dans les jours qui suivirent, son patron l'appela, car il avait besoin de lui pour faire un vol Gaspé-Port-Menier, sur l'île d'Anticosti. Une tempête de neige, une des premières de la saison, s'abattait ce jour-là sur la Gaspésie. Piché ne savait absolument pas où se trouvait Port-Menier. Un avion l'attendait à l'aéroport de Gaspé et cinq passagers étaient déjà à bord. Il devait les mener à l'île d'Anticosti, beau temps, mauvais temps.



Deux jours après son exploit aux Açores, Robert Piché (rangée du fond, troisième à partir de la gauche) prenait place avec son équipage dans un C-130 de l'armée portugaise, en route vers Lisbonne.

Trop tard pour reculer. Comme baptême du feu, il ne pouvait demander mieux ou pire, c'est selon. Il se sentait tout petit dans ses souliers.

Les journaux, au lendemain de l'atterrissage aux Açores, ont écrit que Piché avait été «pilote de brousse». C'est faux. En revanche, il a travaillé à Air Gaspé, ce qui s'y apparentait drôlement... «Nous étions les *bums* de l'aviation. Nous allions partout, avec de la marchandise ou des passagers, sans se soucier outre mesure des conditions météorologiques», rappelle-t-il. C'est peut-être la raison pour laquelle Piché s'y plaisait tant. Les passagers n'étaient pas rassurés quand ils ont vu le jeunot qu'il était prendre place à l'avant. Ils ignoraient qu'il était, à vrai dire, aussi nerveux qu'eux. (...)

Ce jour-là, il est allé à Port-Menier, y a atterri et en est revenu, malgré les vents violents et les chutes de neige. Il se disait, au retour: «Si c'est ça l'aviation, si c'est de même que ça fonctionne, j'ai pas de problème avec ça! Je sens que je vais y être très heureux.» Il avait choisi la bonne carrière. Il s'était senti bien durant les envolées et avait éprouvé une grande satisfaction en voyant ses passagers descendre de l'avion, ravis. (...)

Le jeune pilote de Mont-Joli a vécu par la suite deux belles années à Air Gaspé où il a été commandant du Beech-99 et copilote sur le HS-748. Il y a pris beaucoup d'expérience et s'il a été capable d'accomplir son exploit, le 24 août 2001, c'est un peu à cause des vols difficiles qu'il a dû y faire.

C'est à cette époque qu'il fait une rencontre marquante, une rencontre qui a changé à jamais le cours de sa vie. Il y avait chez Air Gaspé un pilote du nom d'Ivan de Bagheera. De quatre ans l'aîné de Piché, c'était un aviateur exceptionnel. Une force de la nature, aussi. Trapu, costaud comme un ours — c'est d'ailleurs le surnom que lui donne Piché —, il n'y avait rien à son épreuve. Bougon, ronchon, anarcho dans l'âme, il méprisait toutes les formes d'autorité et ne vivait que pour sa passion: le pilotage. Il parlait peu, tolérait mal les peureux et les incompetents; il les terrifiait. Rares étaient les pilotes qui souhaitaient se retrouver à ses côtés. Piché, lui, a craqué pour le personnage, à tel point que «l'ours» est rapidement devenu non seulement son meilleur ami, mais surtout son mentor. Ses plus beaux vols, les plus mémorables, il les a faits aux côtés de cet inimitable de Bagheera.

Comme ce jour où Alexander Jones, le représentant d'Air Gaspé à Blanc-Sablon, était coincé, entre la vie et la mort, à Saint-Anthony (Terre-Neuve). Victime d'une rupture d'anévrisme à l'aorte, Jones devait de toute urgence être transporté dans un grand centre hospitalier de Québec. Par cinq fois, un appareil de Newfoundland Air Service avait tenté, sans succès, d'atterrir à Saint-Anthony. Une tempête de neige s'abattait sur la région et les préposés au déblaiement de la piste n'en venaient pas à bout. La direction d'Air Gaspé a joint de Bagheera pour le mettre au courant de la situation. L'aventurier s'est tout de suite porté volontaire pour faire cap sur Saint-Anthony à bord d'un HS-748.

Piché, qui ne demandait pas mieux, l'accompagnait à titre de copilote.

Partis de Gaspé, les deux hommes ont d'abord fait escale à Blanc-Sablon, où ils ont fait monter l'épouse du malade, un médecin et une infirmière. L'appareil a redécollé et à mesure qu'ils approchaient du petit village situé dans le détroit de Belle-Isle, ils constataient l'ampleur de la tempête. Ils naviguaient dans un mur blanc, fouettés par des vents violents. La piste d'atterrissage du minuscule village de Saint-Anthony n'apparaissait pas sur les cartes dont disposaient le pilote et son copilote. Les deux hommes sont descendus au radar le plus bas possible dans la baie, non loin du cap Bauld, et Piché a fini par entrevoir un bout d'asphalte et la moitié d'un chiffre: ils ont compris que c'était la piste. Avec une grande dextérité, Ivan de Bagheera a fait son approche et s'est posé sur la piste. Il est parvenu à redécoller quelques heures plus tard en direction de Québec, avec le collègue malade à son bord. Piché se demande encore comment il a pu faire, tellement la visibilité était réduite et les vents violents. (...)

cul village de Saint-Anthony n'apparaissait pas sur les cartes dont disposaient le pilote et son copilote. Les deux hommes sont descendus au radar le plus bas possible dans la baie, non loin du cap Bauld, et Piché a fini par entrevoir un bout d'asphalte et la moitié d'un chiffre: ils ont compris que c'était la piste. Avec une grande dextérité, Ivan de Bagheera a fait son approche et s'est posé sur la piste. Il est parvenu à redécoller quelques heures plus tard en direction de Québec, avec le collègue malade à son bord. Piché se demande encore comment il a pu faire, tellement la visibilité était réduite et les vents violents. (...)

LES AILES DU NORD

Au cours de l'année 1975, les affaires ont commencé à tourner moins rondement pour M. Pouliot et Air Gaspé. Après deux accidents majeurs en moins d'un an, dont un mortel, les inspecteurs du ministère des Transports ont fait pression sur la compagnie pour qu'elle resserre ses mesures de sécurité et modifie ses pratiques. Peu de temps après, Air Gaspé a été vendu à Québec. Tous les employés ont été intégrés aux Ailes du Nord, une filiale de Québecair basée à Sept-Îles. Les Ailes du Nord étaient une entreprise plus conventionnelle, mieux structurée. Les employés profitaient d'un syndicat et bénéficiaient de régimes de retraite. Ce qui, aux yeux des autres, apparaissait comme des avantages attirants laissait Robert Piché indifférent. (...)



«Si les pilotes québécois sont bien reconnus internationalement, c'est beaucoup en raison de nos quatre saisons. On apprend à travailler dans toutes les conditions météorologiques possibles», estime Robert Piché.

Les rescapés d'Air Gaspé figuraient, comme il se devait, tout au bas de la liste d'ancienneté, et cette situation ne lui plaisait guère. On lui offrait un poste de copilote sur un DC-3, ce qui était à ses yeux une nette rétrogradation, alors qu'il était commandant sur la plupart des appareils d'Air Gaspé. La sécurité d'emploi? Il n'en avait que faire. À ce moment-là, encore plus qu'aujourd'hui, le confort et la sécurité n'étaient pas sources de motivation. (...) Il a quand même accepté d'être copilote sur un DC-3, ce qui lui semblait néanmoins un emploi de deuxième ordre. Il a cependant prévenu le chef pilote, André Bouchard, qu'il était «blessé dans son orgueil». Ce dernier lui a donné espoir.

— Si tu restes, je te dis que dans un an, jour pour jour, tu seras promu commandant de bord sur le Beech-99.

— Mais comment pourriez-vous contourner la convention? Il y a une vingtaine de gars devant moi sur la liste d'ancienneté.

— Tu verras. C'est moi qui prendrai la décision finale.

Robert Piché a consenti à prendre le pari, à jouer le jeu et à se défoncer au travail. Il n'était pas pilote pour l'apparence ou la gloire. Il en a chargé, des barils de 45 gallons, tandis que la plupart de ses collègues pilotes refusaient de se salir les mains et brandissaient la convention collective. Avec son ami de Bagheera, lui aussi récupéré par les Ailes du Nord, il a emmagasiné une expérience précieuse. Comme ce jour où le tandem avait été déposé à Port-Cartier pour y faire monter des cadets de l'armée. Les deux navigateurs n'arrivaient pas à repérer l'aéroport, ni à l'œil, parce que le sol était couvert de neige, ni sur les cartes, parce qu'il s'agissait d'un terrain d'atterrissage privé n'y figurant pas. Son ami pilote, qui ne paniquait jamais, a dit avec beaucoup d'assurance dans la voix:

«On va descendre au radar à 500 pieds au-dessus du fleuve. Quand on passera au-dessus de Port-Cartier, on fera des cercles et on finira certainement par voir un aéroport.» C'est ce qu'ils ont fait. Le hic, c'est qu'il neigeait à plein ciel et qu'ils ne parvenaient toujours pas à détecter ce qui pouvait ressembler à une piste. À un moment donné, Piché a aperçu un autobus scolaire kaki. Il a alors dit à son compagnon:

«Suivons-le! Il doit sûrement aller à l'aéroport.» Ils n'ont pas perdu sa trace et ils ont fini par voir une piste et par se poser. Le soir, ils en ont bien ri, autour d'un bon verre de rouge.

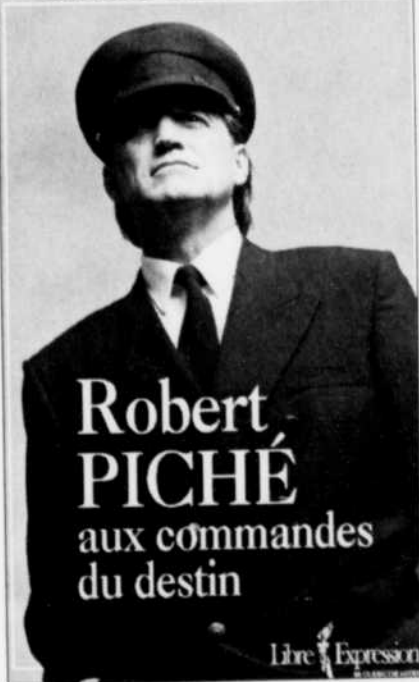
Un an plus tard, Piché a appris qu'un poste de commandant de bord sur le Beech-99 s'était libéré. Il a rappelé à M. Bouchard son engagement. Ce dernier a tenu parole, et le pilote de Mont-Joli a obtenu la promotion qu'il convoitait. (...)

BAIE-JAMES

En mars 1977, Québecair, alors en pleine expansion, a recruté dans sa filiale de nouveaux pilotes, Robert Piché était du lot. (...)

Québecair avait obtenu un important contrat de la Société d'exploitation de la Baie-James (SEBJ) et pendant presque cinq ans, Piché a été affecté à la liaison Montréal-Baie-James, en tant que copilote, sur un Convair-580. Il a ainsi accumulé 4000 heures de vol et transporté des milliers de travailleurs vers les immenses chantiers hydroélectriques du Nord québécois. Le Convair était un appareil robuste qui contenait une cinquantaine de passagers. «Ce n'était pas un avion pour des man-chots!» aime à dire Piché. Quand les équipages atterrissaient à la Baie-James, dans de grosses tempêtes de neige ou par des froids de -50, la piste était souvent glacée et il fallait beaucoup d'aplomb. Il n'était pas question de remettre les gaz, il fallait se poser. (...) Parfois, les équipages faisaient Montréal-Val-d'Or-Opiniak-LG2-LG3-LG4-Caniapiscau, aller et retour dans la même journée. Il leur fallait se taper 12 décollages et 12 approches dans des conditions souvent difficiles. Ceux qui sont passés par là sont généralement devenus de bons pilotes. «Si les pilotes québécois sont bien reconnus internationalement, c'est beaucoup en raison de nos quatre saisons. On apprend à travailler dans toutes les conditions météorologiques possibles», estime-t-il. (...)

PIERRE CAYOINETTE



Robert PICHÉ aux commandes du destin

Le livre de Pierre Cayouette paraîtra cette semaine.

Sur les traces de Lévesque

Le documentariste Jacques Bouchard s'est, pendant un an, patiemment imprégné de la vie du fondateur du PQ

■ Jacques Bouchard n'a jamais rencontré René Lévesque, mort il y a 15 ans, le 1^{er} novembre 1987. Gaspésien comme lui, il est né de l'autre côté de la presqu'île, et 33 ans plus tard. Tout au plus conserve-t-il un vague souvenir d'une assemblée publique où son père l'avait emmené, alors qu'il avait 12 ans.

A lors, pourquoi cette série documentaire de 10 heures pour la radio française de Radio-Canada? «C'était un être de passion et de compassion... Comme moi!»

Jacques Bouchard est un petit homme rondet dont la tendresse se cache derrière le reflet de ses petites lunettes rondes. Il est de ceux que les vedettes de la radio nomment, à la sauvette, avant de rendre l'antenne à une autre vedette. Idéateur encore plus que réalisateur, il a créé de grandes émissions, souvent avec son complice, Joël Le Bigot, et toujours avec sa fidèle adjointe, Micheline Richard. Mais après 25 ans dans la grande Maison, préposé au courrier, commis aux dépêches, technicien, réalisateur, 15 années de travail de nuit, cinq jours par semaine ou les week-ends, il a eu envie «de faire de grandes histoires».

Celle de René Lévesque allait se révéler monstrueuse...

Après 6000 extraits d'archives, 4000 extraits d'entrevues, 83 entretiens de plusieurs heures, Bouchard «eut enfin l'impression d'avoir rencontré René Lévesque». Mieux encore, il était devenu le confident de Corinne Côté, d'Allice et de Philippe Amyot — la sœur et le meilleur ami — des collègues de la télévision, des compagnons d'armes et des adversaires de la politique. Il pouvait se dire l'intime posthume du personnage.

«J'ai retrouvé le René Lévesque que je connaissais», lui a dit Claude Charbon. «J'ai appris des choses», lui a avoué Corinne Côté. Ni complaisant ni critique, le regard de Jacques Bouchard sur Lévesque est tout simplement vrai.

Mais ce fut lourd. «Émouvant, éprouvant, passionnant tout à la fois», dit-il. Il emportera même dans sa tombe certains secrets qu'il ne voulait pas exploiter, par respect pour ceux qui les avaient trahis encore plus que pour le



Au fil de ses recherches, Jacques Bouchard (à droite) s'est immiscé dans des cercles dont certains membres, comme Jacques Parizeau et Corinne Côté, ont longtemps côtoyé René Lévesque.

défunt. Car le respect ne lui a jamais fait perdre son recul biographique.

Bouchard a surtout développé une réelle empathie pour cet antipoliticien, jamais calculateur, qui a répondu à une sorte d'appel de son peuple. Mais Lévesque n'était-il pas trop vrai pour le cynisme d'aujourd'hui? Jacques Bouchard répond à cette question par une terrible confidence: «S'il y avait un Lévesque aujourd'hui, il n'irait pas en politique!»

Pendant un an, René Lévesque a envahi sa vie. L'été 2001, il s'enfermait au sous-sol de la maison de Radio-Canada, sept jours sur sept, occupant jusqu'à trois studios de montage en même temps, se réveillant la nuit pour prendre des notes. Perfectionniste, il a même jeté les premières heures de sa série. Il venait de se rendre compte de la grandeur de l'histoire qui était devant lui, et se sentait peut-être un peu dépassé par l'énormité de son projet. Mais après une semaine de profonde déprime, il a recommencé à zéro et a produit ses 10 émissions d'un trait. Sans le savoir, Jacques Bouchard commençait à ressembler à son propre héros.

Ce n'est pas rien, tout de même, d'entendre l'épouse de Lévesque raconter son intimité avec la mère de l'enfant illégitime de son mari. Ou les confidents narrer les moments les plus tragiques de ce qu'on appelle encore pudiquement «la maladie de René», un vrai *burn-out* qui le «désintégra» littéralement. Ou les intrigants révéler les détails de cette horrible réunion de l'Auberge Handfield où un premier ministre se fait traiter de «p'tit vieux» qui nuit au parti qu'il a lui-même fondé...

Oui, il arrivait à Bouchard de fermer son micro et de pleurer avec l'une ou l'autre des 83 personnes qui se sont confiées à lui. Il n'en est pas gêné d'ailleurs, tant il a appris à aimer cet inconnu qui avait marqué sa vie de cadre de la radio publique. Et puis, il y avait un peu de complicité avec le Gaspésien, le René Lévesque qui préférait souvent la compagnie du très libéral Gérard D. Lévesque, à celle des ministres de son gouvernement!

«C'était un être vrai, qui a souffert comme on souffrait, et qui a donné tout ce qu'il pouvait donner», a-t-il fini par comprendre. Bouchard a découvert un Lévesque parfois exécrable, souvent difficile, toujours attachant. Mais comment faire passer cela sur un disque compact?

Bien sûr, il y a cette voix que personne n'a oubliée et qui faisait flotter comme une volute de fumée de cigarette sur l'enregistrement. Les témoins étaient là, pour la plupart encore vivants. Les Archives nationales du Canada avaient mis de côté des trésors. Et Jacques Bouchard choisit de réaliser une série d'actions. Il raconte Lévesque plutôt que de l'analyser. L'écrit est silence, et la télévision image, l'un éveille, et l'autre distrait. Mais

Après 10 000 extraits d'archives et d'entrevues, Bouchard «eut enfin l'impression d'avoir rencontré René Lévesque»

la radio va jusqu'au bout de l'authenticité. «On ne peut pas faire une séquence de 18 minutes sur le *burn-out* de René Lévesque», dit le réalisateur. Ni l'écrire sans doute.

«Le patrimoine sonore a une spécificité propre dont il faut se servir», croit Jacques Bouchard. Et il rêve de faire école. Seule la télévision de la BBC a réussi à créer un style de documentaire unique au monde. Ni la radio des Français, ni même PBS aux États-Unis. Mais après ses deux sé-

ries documentaires — *Heureux qui comme Félix* en 1997 et *Point de mire sur René Lévesque* en 2002 —, il croit que «Radio-Canada a une place dans le monde entier pour créer une école documentaire».

C'est sans doute cette passion pour son métier qui a conduit les patrons de Radio-Canada à lui confier un autre projet, «un sujet aussi fort et un personnage aussi romanesque que René Lévesque»: Diane Dufresne. Vendredi prochain, il s'envole pour Paris, rencontrer des monuments de la chanson française comme Juliette Greco, Charles Aznavour, Claude Nougaro, Paulette Goddard — «Madame Olympia» —, ce qui en dit déjà long sur la notoriété de la Québécoise. Il promet même des *scoops*, tant il reste un bon journaliste.

Mais ce ne sera encore pas une série de tout repos. «Homme de passion», comme il dit de René Lévesque, son personnage a commencé à l'envahir. Cela faisait 20 ans qu'il ne faisait plus de crise de zona. Diane Dufresne en fait. Bouchard s'est remis à en faire!

Jacques Bouchard aussi, en son genre, est un personnage hors du commun, presque monstrueux...

POINT DE MIRE SUR RENÉ LÉVESQUE, *Radio-Canada/GSI Musique*, 2002.

SCIENCES

Les mathématiques à la rescousse de l'art

Un algorithme basé sur la mécanique des fluides pourra être utilisé pour restaurer des œuvres abîmées

LAURE NOUALHAT
©Libération

■ Entre la restauration de tableau et la mécanique des fluides, a priori, rien à voir. Mais deux scientifiques les ont fait se rencontrer. Guillermo Sapiro, chercheur à l'Université du Minnesota, passionné d'art, et Andrea Bertozzi, professeure de mathématiques et de physique à l'Université de Duke en Caroline du Nord, ont élaboré un algorithme qui permet de restaurer automatiquement une image endommagée sans que cela se remarque. Le procédé s'appelle l'*inpainting*.

Habituellement, la restauration est une affaire manuelle, chronophage et imparfaite. Devant une œuvre d'art abîmée, le travail de réfection pour faire correspondre les couleurs, les textures, les ombres et la structure prend des mois, voire des années.

En observant des restaurateurs en plein travail, Guillermo Sapiro a eu une idée: mettre leurs gestes en équations, piéger la méticulosité et la précision d'une restauration dans un algorithme. Son intuition: la restitution d'une zone picturale perdue s'inspire de la mécanique des fluides, une partie de la physique qui étudie le comportement des gaz, de l'air, de l'eau au repos ou en mouvement. Les chercheurs ont considéré la zone manquante d'une image comme un «trou» et l'information environnante comme de l'eau bloquée par un mur, en occurrence les contours du trou. «Nous avons cherché à libérer cette eau et à la laisser remplir le trou dans la continuité des motifs alentour», explique Guillermo Sapiro.

L'algorithme sert donc à propager une information existante. Sans information, il est inutile. «Nous avons besoin d'un minimum de connaissance sur ce qu'il y a autour de la zone endommagée: couleurs, lumière, lignes, ombres, etc. Comme pour un puzzle.»

Toutes ces informations sont portées par un flux vers la zone à restaurer.

Au-delà des tableaux, la trouvaille intéresse fortement le domaine de la transmission d'images par réseau. Lorsqu'on envoie des images via un téléphone portable, par exemple, il peut y avoir une déperdition de l'information.

«Au lieu de demander le renvoi du message, on reconstitue automatiquement la partie manquante grâce à notre algorithme», explique Sapiro. Ce qui intéresse particulièrement l'Office américain de la recherche navale (ONR) qui a financé les recherches.

L'ONR cherche à développer des moyens pour envoyer le moins d'informations possible (en maximisant la compression des images) et pour réceptionner des informations incomplètes. Avec l'algorithme, «on peut imaginer de nouvelles façons d'encoder les informations que l'on veut envoyer sur un réseau», estime M. Sapiro.

Hors champ militaire, Sapiro a aussi mis son algorithme à l'épreuve de la vidéo pour voir si la méthode de restauration d'une image s'étendait aux 24 images par seconde d'un film. «Avec l'approche mathématique, on a obtenu d'excellents résultats théoriques et numériques dès le début!» se réjouit le chercheur.



La restauration manuelle de tableaux demande beaucoup de ressources et de temps.

TECHNOLOGIE

Première poignée de main virtuelle

■ Deux chercheurs situés à 4800 kilomètres de distance se sont donné une franche poignée de main dimanche via le Web, lors de la conférence Internet 2 clôturée hier à Los Angeles. Un chercheur de l'Université de Londres a pressé un système à retour d'effort tandis que son collègue du Massachusetts Institute of Technology (MIT) à Boston a «réceptionné» quelques secondes plus tard toutes les sensations d'une vraie poignée de main. La performance s'est faite grâce au procédé Phantom, sorte de styler qui procure des sensations par le toucher et qui a transmis des impulsions à très hautes fréquences sur le réseau. (©Libération)

Le mathématicien René Thom s'éteint

■ «Au fond, jamais je n'ai voulu faire des mathématiques.» René Thom se destinait à la philosophie des sciences: il aura d'abord été l'une des grandes figures des mathématiques du XX^e siècle. Le savant français s'est éteint le 24 octobre à Bures-sur-Yvette (Essonne), à l'âge de 79 ans, des suites d'une longue maladie. Dans une discipline souvent méconnue du public, son nom avait fini par sortir du sérail des mathématiciens. Non pour avoir reçu, en 1958, la médaille Fields, l'équivalent du Nobel pour les mathématiques, mais pour avoir publié une «théorie des catastrophes» en 1972. (©Libération)

ÉDITORIAL

Faire sauter les verrous

A chaque crise ou congrès national, les ténors du PQ répètent aux souverainistes que le pays dont ils rêvent est tout près, qu'il est juste de l'autre côté de la colline. Ces mêmes ténors s'empresment ensuite d'affirmer qu'ils ne franchiront cet obstacle que si les Québécois en ont le désir.

Quand on l'entend pour la première fois, ce discours semble relever du gros bon sens. Avec le temps, il finit cependant par ressembler à ce qu'il est vraiment, c'est-à-dire à un double discours. Mais le plus grave est qu'il finit par berner bien des gens.

L'absurde n'est-il pas atteint lorsque les militants clament que leur parti n'est plus souverainiste et que les fédéralistes affirment le contraire? Le gouvernement est dans cette situation depuis trop longtemps.

La démission, cette semaine, de Paul Bégin a agi comme un révélateur. Pris dans la tourmente d'un conflit avec les procureurs de la Couronne, le ministre de la Justice a claqué la porte en dénonçant le manque de détermination du gouvernement face au projet souverainiste. Le lendemain, Bernard Landry a réitéré sa foi en la souveraineté.

Ce nouveau psychodrame est à l'image de tous les autres. D'un côté des « purs et durs » faisant fi de la réalité, de l'autre une majorité de citoyens devenus allergiques à toutes ces querelles. Entre les deux, le gouvernement qui louvoie.

Il est toujours facile de prétendre à rebours qu'il aurait fallu faire ceci ou cela.

Mais le fait est qu'après l'échec référendaire de 1995, les dirigeants du PQ auraient dû tirer les conclusions qui s'imposaient et modifier l'article 1 du programme.

Or, contrairement à ce qu'il a maintes fois annoncé, le Parti québécois n'a pas du tout modernisé son projet. Il a tenté de lui trouver de nouvelles justifications, notamment avec la « mondialisation ». Sans grand succès.

Pourquoi a-t-il été et demeure-t-il incapable de s'ajuster? La question se pose puisque la très grande majorité des membres de l'équipe ministérielle, y compris le premier ministre, s'accommoderaient d'un rebrassage des cartes au sein de la fédération.

Le spectre de Jacques Parizeau et les déclarations toujours hautement médiatisées des radicaux ont paralysé toute transformation. Les orthodoxes ont pris le gouvernement en otage et Bernard Landry n'a pas eu le courage de les affronter. Tant et si bien que les « purs et durs » ont bloqué la voie du changement. Exactement comme ils l'ont fait sous Lucien Bouchard.

Il y a aussi les incessants blocages d'Ottawa, qui refuse obstinément quelque modification que ce soit à la fédération. Le gouvernement Chrétien a figé le modèle canadien dans un bloc de béton armé.

Une transformation du Canada est-elle encore nécessaire? Très certainement. Il est impossible que les avancées technologiques, les nouvelles exigences des citoyens, les accords internationaux et la mondialisation des économies ne se traduisent pas par des changements dans l'architecture des pouvoirs. Pas seulement entre les provinces et Ottawa, d'ailleurs, mais aussi au plan local.

SOUPLESSE

Il faudra bien un jour ou l'autre faire sauter les verrous de la fédération, instiller de la souplesse dans son fonctionnement et mettre fin à ses rigidités.

Comment y parvenir? Certainement pas en enfonçant le clou de la souveraineté comme on l'a fait depuis 30 ans. Parler de souveraineté aujourd'hui, c'est tourner en rond. C'est favoriser le statu quo.

De toute façon, qui est vraiment souverain de nos jours? Le Mexique l'est-il? Le Canada? Et la France, qui a confié sa politique monétaire à une banque centrale européenne? Cette semaine, le président de la Convention chargée de refondre le projet européen, Valéry Giscard d'Estaing, a proposé une constitution européenne. Qu'on le veuille ou non, la souveraineté des nations se mesure désormais en degrés.

Ce n'est pas non plus en se croisant les bras, comme le propose l'ADQ, qu'on rénovera le bâtiment. Marteler à voix haute ce que bien des gens veulent entendre (du genre « on est tannés des chicanes »), c'est se mettre la tête dans le sable.

En fait, la proposition la plus constructive est portée — malheureusement, pourrait-on dire — par le mal-aimé de la politique québécoise: Jean Charest. Elle est la plus méconnue aussi. Il s'agit de cette idée de créer un Conseil de la fédération, un modèle visant à donner l'initiative aux provinces. Elles ne seraient plus soumises au bon vouloir du prince et pourraient exercer une influence beaucoup plus grande sur les politiques d'Ottawa.

Sur papier, le modèle est parfait. Dans la réalité, bien sûr, la proposition libérale ne se concrétiserait pas de cette façon, d'autant que cette idée est loin d'avoir été acceptée par les interlocuteurs fédéraux. Mais il vaut mieux une politique volontariste comme celle-là que les dénonciations stériles qui n'en finissent plus de finir.

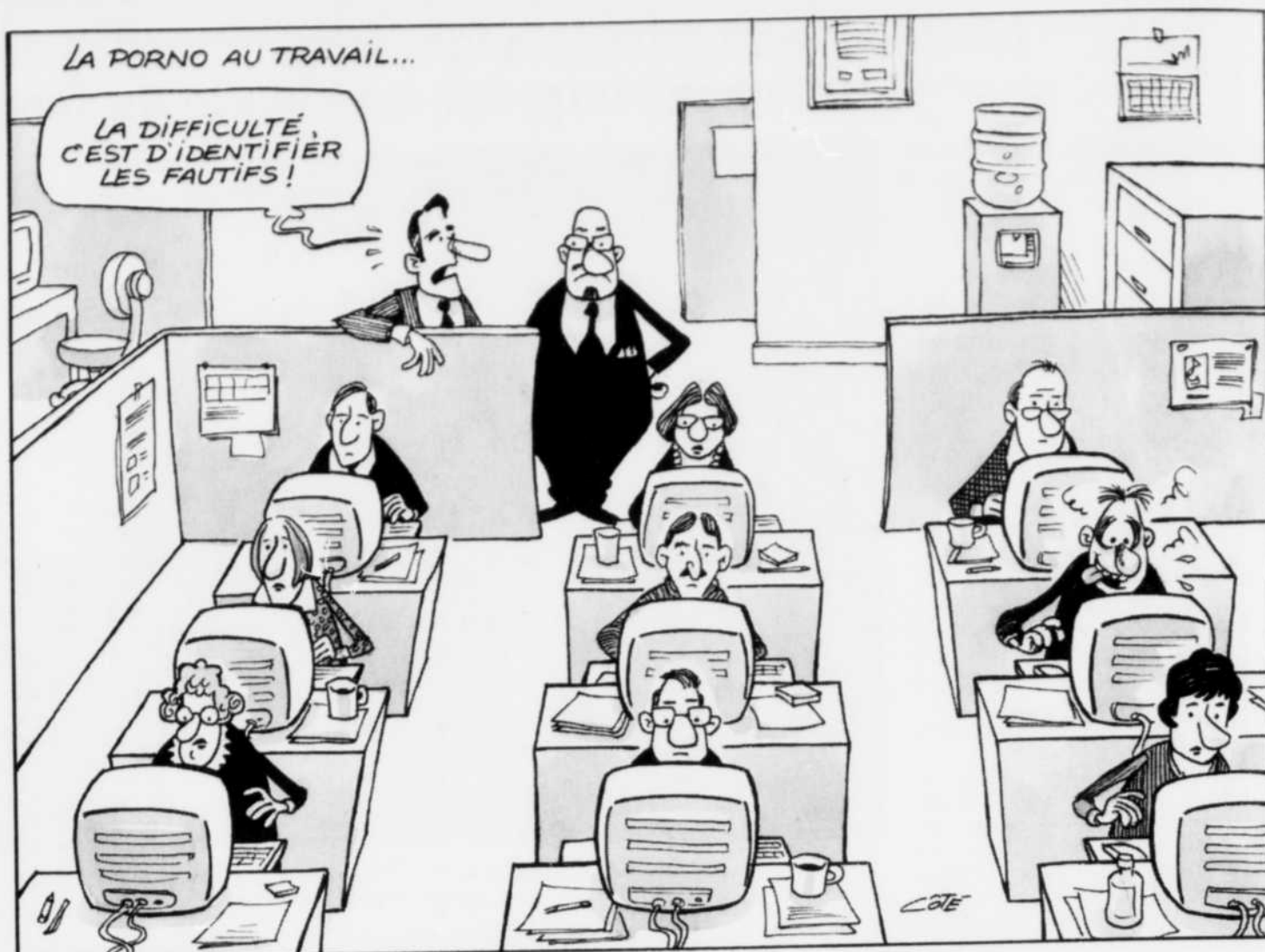
On a eu, lundi, un petit exemple d'une collaboration intergouvernementale fructueuse. Ce petit miracle s'est produit lors d'une rencontre fédérale-provinciale sur le Protocole de Kyoto, à Halifax. Les provinces ont soumis une contre-proposition à leur homologue fédéral, qui y a fait bon accueil. Résultat? Elles ont repris l'initiative.

Chaque région du monde a ses problèmes. Ceux du Québec et du Canada ne méritent peut-être plus l'énergie obsessionnelle investie au cours des 30 dernières années. Mais ils valent tout de même qu'on s'y intéresse et qu'on discute de propositions susceptibles de faire sauter les innombrables blocages.



Jean-Marc Salvét

JMSalvet@lesoleil.com



CARREFOUR DES LECTEURS

Devenu militant de l'ADQ

Impliqué dans ma circonscription durant la campagne référendaire de 1995, j'ai milité dans un Parti québécois notamment inspiré par Lucien Bouchard. Engagé dans les cabinets politiques péquistes, j'ai alors un peu perdu mes réflexes de militant, devenant petit à petit un automate répondant aveuglément aux commandes d'un pouvoir suprême lui-même égaré. Je me suis réveillé plus tôt cette année, quittant mon emploi puis mon parti d'alors. Pouvant désormais examiner les autres partis politiques sans l'obligation professionnelle d'en faire une caricature, je dois dire que j'ai trouvé à l'ADQ un parti humain, ouvert, décidé et qui ne se laisse pas freiner par des barrières idéologiques inutiles ou des luttes de pouvoir stériles. J'y ai même côtoyé d'anciens adversaires libéraux qui veulent, eux aussi, tourner la page sur les sempiternelles chicanes des vieux partis. J'invite donc tous les militants à adhérer lucidement à l'Action démocratique du Québec. Vous ne serez pas déçus.

Mathieu Santerre
Québec

Chasseurs imprudents

Chasseur à chaque année, une personne se fait tirer et blesser par un chasseur qui pensait que c'était un orignal ou un ours! Je ne comprend pas. Un chasseur porte un dossard de couleur orange et sa casquette est visible de très loin. Ça prend un chasseur imbécile et aveugle pour ne pas dis-

tinguer une personne d'un ours, d'un chevreuil ou d'un orignal. Regardez bien avant de tirer si ce n'est pas la personne qui vous accompagne qui marche devant vous ou en arrière. En marchant dans les bois, on entend le bruit des branches cassées. Le chasseur qui tire sur une personne qu'il a pris pour un ours, un orignal ou un chevreuil devrait perdre son permis de chasse pour la vie et être accusé pour négligence criminelle. Souvent le chasseur tire sur son frère ou beau-frère au moindre petit bruit que ce soit. Il tire sans regarder.

Michel Nadeau
Québec

Langue de vipère

Dans son billet du 21 octobre, Jean-Simon Gagné s'attaque une fois de plus au ministre Stéphane Dion dans le style qui le caractérise. Bien sûr, le discours rationnel et courtois du ministre canadien, qui figure parmi les plus articulés que nous ayons, indispose la clique médiatico-séparatiste infiltrée dans tous les petits coins. Manifestement, la loi sur la clarté référendaire est restée sur l'estomac de plusieurs. Sans cette loi, ils auraient pu continuer à berner le monde en jouant d'astuce comme ils l'ont fait en 80 et 95. Dommage pour eux. Il ne leur reste plus qu'à recourir au sarcasme, un procédé qui ne contribue pas à relever le niveau d'éducation politique d'une société et qui finit toujours par discréditer ses auteurs.

Robert Berthiaume
Québec

Un pavé dans l'eau bénite

L'article de Normand Provencher du 26 octobre démontre bien notre ignorance des faits bibliques et la persistance de croyances qui ne résistent pas à la simple lecture de la Bible. Votre journaliste n'est pas le seul à en être resté à l'histoire épique, racontée il y a bien des années. Quand j'étais petit, on me racontait toutes sortes d'histoires sur le Père Noël, sur Madeleine de Verchères et Dollard des Ormeaux, et, comme moi, plusieurs y ont cru. Voyez-vous, on pourrait se permettre d'évoluer aussi dans nos mémoires bibliques et ne pas être démontés quand nous découvrons ces écrits millénaires un peu figés et souvent plus près de l'épopée que de la réalité. L'engagement et la foi des auteurs, imprégnés dans ces textes, resteront cependant toujours un témoignage indéniable et actuel.

Yvon Pelletier
Charlebourg

VOUS POUVEZ FAIRE PARVENIR vos lettres à l'adresse suivante:

Carrefour des lecteurs
Journal LE SOLEIL
925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547
Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6
Ses missions devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.
Adresse électronique: opinion@lesoleil.com

Le crédit communautaire: un bon outil de lutte à la pauvreté

Linda Maziade

Directrice générale du Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)

Le projet de Loi 112 étudié en Commission parlementaire, la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et le plan d'action qui suivra, devraient agir comme guides pour développer la cohérence souhaitée dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Parmi ces outils, il en est un, peu connu, le Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec). Celui-ci vise à donner accès au crédit et à l'accompagnement à des populations qui vivent la pauvreté et qui ont besoin d'un petit prêt pour générer leurs propres revenus. Il comble ainsi le vide laissé par le financement traditionnel où l'on ne traite plus les demandes de crédit modestes. Les critères de sélection de ces institutions ont comme effet d'exclure les populations à faibles revenus.

Les personnes rejointes par le crédit communautaire doivent acquiescer les habiletés liées au métier d'entrepreneur: elles ont donc besoin d'un accompagnement serré, suivi, régulier. C'est ainsi que le Fonds d'emprunt assure la durabilité des petites entreprises financées, et des emplois. Après cinq ans, les résultats sont significatifs: 130 emplois créés ou maintenus dans plus de 40 entreprises et un taux de remboursement de plus de 90 %.

Créer son emploi n'apporte pas la richesse instantanée car on construit graduellement ses revenus autonomes: 60 % des entrepreneurs n'ont guère plus de revenus qu'auparavant. Tous affirment par



Malprises, plusieurs personnes se tournent vers les prêteurs sur gages.

contre que leur qualité de vie s'est améliorée: meilleure estime de soi et confiance en l'avenir, sentiment d'être partie prenante de la société, ouverture vers les autres, création de réseaux de contacts, etc. Il faut comprendre que ces personnes, la plupart à l'aide sociale ou à l'assurance-emploi, sont à la tête de petites entreprises qui vendent, achètent, paient des impôts et des taxes, contribuant ainsi au développement économique local. Ils exercent une citoyenneté active.

Notre capital de prêts provient essentiellement de la communauté: individus, institutions financières locales, syndicats, fonds de travailleurs et entreprises. Ils ont permis au Fonds d'emprunt la constitution d'un capital de développement de 600 000 \$. La communauté prête donc à la communauté. Ces investisseurs ne recherchent pas le profit car la plupart prêtent sans intérêt: ils visent plutôt le développement local et le

rendement social. Ces prêts, ces dons « éthiques et responsables », sont le fer de lance du crédit communautaire. Cet outil donne des résultats mais il doit être mieux soutenu. Le Réseau québécois du crédit communautaire regroupe 17 Fonds communautaires et Cercles d'emprunt répartis dans 11 régions administratives.

C'est pourquoi nous avons proposé que le gouvernement du Québec appuie de telles initiatives et supporte de façon durable la consolidation et le développement de pratiques de crédit communautaire, entre autres par la mise en place d'outils fiscaux appropriés: crédits d'impôts comparables à ceux accordés à d'autres types d'investissement, offrant des avantages aux prêteurs et donateurs intéressés, au même titre qu'un placement dans une caisse de retraite. La forte valeur sociale ajoutée justifie amplement la mise en place de mécanismes fiscaux de support.

L'État se doit d'assumer un rôle de leader et de régulateur en matière de lutte contre la pauvreté, en concertation avec les différents acteurs du développement social et du développement économique. Ce sont les pouvoirs publics qui sont garants de la redistribution équitable des richesses notamment par voie législative et/ou réglementaire.

Au Fonds d'emprunt, nous croyons à l'importance de favoriser et de soutenir l'entrepreneuriat, y compris chez les personnes en situation de pauvreté. Nous sommes conscients toutefois que ce n'est pas une panacée et que cette voie ne saurait convenir à tous: un bon mécanisme à toujours un coffre contenant les outils adaptés à diverses situations.

OPINIONS

VERS LE RENDEZ-VOUS DES RÉGIONS



La fermeture de l'usine Noranda au printemps dernier a été un réveil brutal pour la population de Murdochville.

Priorité aux personnes

Sur le terrain, la volonté de changement est réelle, selon le père du Sommet des régions

À l'heure où l'on s'interroge sur l'avenir de Murdochville, les régions se donnent rendez-vous dans la capitale du 12 au 15 novembre pour un « Sommet ». Dans une série qui débute aujourd'hui, plusieurs auteurs nous feront part de leurs réflexions sur l'avenir de ces régions qui se sentent loin des centres de décision. Aujourd'hui, M^{re} Bertrand Blanchet, qui est à l'origine de cette idée, et le maire de Saint-Georges, Roger Carette, lancent le débat.

Bertrand Blanchet

Archevêque de Rimouski

Je plaide d'abord en faveur de la patience. Tout spécialement à l'intention des personnes qui ne savent plus très bien si elles doivent continuer à espérer un meilleur avenir pour le monde rural. Reconnaissons que nous mesurons mal l'ampleur des transformations qu'il a dû opérer au cours des dernières décennies. Ce n'était déjà pas si simple de passer de la pêche en petite « gaspésienne » au chalutier, de la hache à la scie mécanique puis à l'abatteuse-tronçonneuse, de la faucheuse à traction animale à la moissonneuse-batteuse.



Bertrand Blanchet

Aujourd'hui, compte tenu de la chute des stocks de poissons, de la réduction des approvisionnements forestiers et du plafonnement des quotas de lait, il faut trouver des façons d'assurer une deuxième ou une troisième transformation de ces ressources naturelles. Davantage, l'économie du milieu rural doit être diversifiée grâce à des industries ou entreprises qui ne sont pas fondées sur l'exploitation des ressources naturelles. En vérité, toutes ces transformations retentissent non seulement sur la manière de travailler, mais aussi sur les modes de vie et la culture du milieu rural. Et les changements culturels s'effectuent toujours plus lentement qu'il ne paraît.

Mon plaidoyer en faveur de la patience s'appuie surtout sur l'ampleur des réalisations déjà effectuées. C'est par centaines sinon par milliers qu'à l'échelle du Québec sont apparus des entreprises ou projets nouveaux, souvent très modestes, mais révélateurs d'une volonté de changement. Ainsi, il y a une trentaine d'années, la population des Îles-de-la-Madeleine vivait en dépendance complète de l'extérieur pour son alimentation. Aujourd'hui, elle est autosuffisante pour plusieurs catégories de légumes, les œufs... et elle a lancé sur le marché un fromage savoureux : le Pied-de-vent.

Comment ne pas s'étonner aussi de l'abondante production de vins et fromages québécois de qualité ! Qui-conque prend connaissance des nombreux projets de l'Union des producteurs agricoles de la Gaspésie ou de la corvée d'idées de Solidarité rurale en conclut que l'actuelle mise en valeur de nos ressources naturelles n'est que très partielle. Il est possible de diversifier davantage nos produits, de leur conférer une valeur ajoutée ou de leur trouver certains créneaux spécifiques. Imaginons, par exemple, l'éventail de possibilités que nous offrent les produits de l'érable, dont le Québec est le premier producteur mondial. Sans oublier les domaines du tourisme, de la restauration et de la culture, où nous ne manquons pas d'originalité.

La mise sur pied d'entreprises qui n'exploitent pas de ressources naturelles progresse sans doute trop lentement. Mais il en apparaît constamment de nouvelles. Par exemple, à Sainte-Anne-des-Monts, l'entreprise de fabrication de machines de loto-vidéo et Gaspé cosmétique fonctionnent bien. Saluons aussi le mouvement Desjardins, qui a eu l'heureuse idée de transférer à Gaspé son centre de traitement des prêts étudiants. En matière de création d'entreprises, c'est à l'imagination et à la créativité de tous qu'il faut aussi faire appel.

Le manifeste des états généraux du monde rural affirmait d'abord : « Priorité à la personne. » Rien de plus fondamental, aujourd'hui encore. Donner priorité à la personne, c'est miser d'abord sur les « ressources humaines ». C'est aider à découvrir et à mettre en valeur les forces vives qui les ha-

bitent, susciter fierté et confiance en elles-mêmes, soutenir leur sentiment d'appartenance régionale, éveiller le désir d'appuyer les efforts de survie de leur milieu.

À cet égard, nous reconnaissons tous l'importance capitale de l'éducation et de la formation ; d'autant plus qu'en milieu rural, le niveau moyen de scolarisation, pour tous les âges, est inférieur à la moyenne provinciale. Développer le savoir et le savoir-faire améliore la compétence des individus et des communautés, et les incite à l'action. Sans cette préoccupation constante, on voit mal comment pourraient apparaître les entrepreneurs et les leaders, encore trop peu nombreux. Leur nombre serait-il plus grand aujourd'hui, notre milieu rural jouirait-il d'un supplément de dynamisme.

Donner priorité aux personnes, c'est aussi permettre à chacune des communautés, même petites, de participer à son développement. C'est l'application du concept de développement local. Or, présentement, les politiques gouvernementales ont plutôt privilégié la municipalité régionale de comté (MRC). Après l'avoir invitée à bâtir un schéma d'aménagement, elles l'ont dotée d'un centre local de développement (CLD) et elles l'ont choisie comme partenaire pour la signature d'un Pacte rural. Le développement local est donc pris en charge par la MRC. Ce choix paraît judicieux puisque plusieurs petites collectivités possèdent peu de moyens pour l'effectuer elles-mêmes.

Par ailleurs, en bâtissant leur plan d'action, les MRC (du moins celles que je connais mieux) ont généralement privilégié une approche sectorielle. Elles ont constitué des tables de travail sur l'agriculture, la forêt, le tourisme, la culture, etc. Le plan d'action qui en résulte ne met pas nécessairement en valeur la synergie susceptible de se développer entre ces divers secteurs d'activité.

De plus, il ne s'en dégage pas facilement une vision du développement de la MRC. En principe, il reviendrait plutôt au Conseil régional de développement (CRD) de proposer cette vision en se basant, par exemple, sur les

grands axes de développement des Plans d'action des CLD de sa région. Une véritable vision de développement durable s'applique mieux au territoire plus vaste d'une région qu'à celui d'une MRC. Mais, à l'heure actuelle, est-elle clairement énoncée ? Surtout, est-elle connue ?

Voilà, me semble-t-il, où le bât blesse. Les plans d'action des CLD et les ententes stratégiques des CRD ont été élaborés par des travailleurs spécialisés, par des experts et des élus. Si bien que la population des collectivités est généralement restée à l'écart de ces travaux, par ailleurs des plus valables. Elle ne s'est guère exprimée sur les convictions, les valeurs, la manière de vivre, la culture qui lui sont chères. Présentement, c'est principalement lors de conflits qu'elle le fait, par exemple à l'occasion de l'implantation de porcheries, de barrages hydro-électriques sur les rivières ou en constatant les méfaits de la pollution agricole. La solution de ces problèmes serait peut-être facilitée si elle référait à une vision commune qui aurait déjà tenté de concilier les exigences de l'environnement et du développement.

Pour que la population prenne effectivement part à son développement, trois étapes, me semble-t-il, doivent être respectées : une participation de chacune des collectivités, dont la MRC peut assurer la mise en œuvre ; l'élaboration et l'appropriation d'une vision commune du développement régional, tâche que le CRD peut assumer ; une mise en commun de la problématique de toutes les régions rurales du Québec. Le Sommet des régions porte sur cette dernière étape. À mon sens, il eût été préférable qu'il se déroule après les deux autres. Car les porte-parole des régions devront présumer que leur population est d'accord avec les priorités qu'ils auront retenues. Mais la réalisation des deux premières étapes demeure possible et souhaitable, même après le Sommet.

En somme, nous réussissons mal à donner place et parole à la population. Je plaide donc à nouveau pour qu'on lui permette une participation active. Celle-ci donnerait l'occasion aux CLD et aux CRD de faire connaître leurs travaux ainsi que la Politique de la ruralité, qui le mérite bien. Toutes ces réalisations sont à peu près inconnues de la population. D'où le sentiment qu'elle entretient parfois d'un horizon plus ou moins bloqué. Alors qu'elles sont de nature à fonder l'espoir d'un avenir meilleur.

Des projets plein la tête dans Chaudière-Appalaches

Que les éteignoirs se taisent ! lance le maire de Saint-Georges

Roger Carette

L'auteur est maire de Saint-Georges et membre du CRCD Chaudière-Appalaches depuis la formation de la région

Il y a quatre régions Chaudière-Appalaches. Elles sont trop nouvellement liées pour être qualifiées par leur ensemble : Beauce, Amiante, Littoral et BML. Chacune d'elles est assez mature pour se caractériser : les PME, la mine, l'ombre de la capitale, le dur pays.

UNE VIEILLE RÉGION NEUVE



Roger Carette

En tant que région administrative, la population de notre territoire n'a pas tous les attributs d'une région mesurée à l'aune québécoise. Non pas que ses gens n'aient ni la volonté ni la capacité de l'être, mais bien davantage du fait de sa

trop récente reconnaissance gouvernementale (1989), parce que le puiné a grand-peine à faire reconnaître sa capacité d'autonomie (pas d'indépendance) par son nid d'essaimage et son père.

Pas tout à fait 400 000 personnes. Du Saint-Laurent aux frontières états-unienues, des belles terres de Lotbinière aux plus rudes de L'Islet, une pléiade de PME rurales et urbaines qui perlent une forêt où l'on a trop élevé, trop vite : nous voilà encore à l'ombre de Champlain, trop, selon d'aucuns. Nous humons avec plaisir les vents économiques venant du Sud. Chaudière-Appalaches est et sera région parce que les gens le peuvent et le veulent.

Une région qui, comme tout ce qui est jeune, marche vers l'avant, semant çà et là l'espoir tout au long de son parcours et de son temps. Bien sûr, nous devons partager notre air et nos aires avec quelques dinosaures diviseurs, cannibales ou intercepteurs... mais l'espèce est en extinction, incapable de produire et, espérons-le, de se reproduire.

Chaudière-Appalaches, c'est 6,2 % de chômage, un taux d'activité de 71,5 %. Le taux d'emploi est de 67,1 % avec beaucoup d'îlots de plein emploi, comme dans l'ensemble du Québec : la meilleure période sur le plan économique depuis vingt ans !

L'INTELLIGENCE DE SES FAIBLESSES

La tenue de la Rencontre nationale des régions est une occasion de plus de reconnaître nos faiblesses, non seulement pour les nommer comme il fut trop souvent fait, mais pour les corriger ou pour mieux composer avec elles :

□ Le vieillissement de la population

ou, si l'on veut, le renversement de la pyramide d'âge. Comme ailleurs, les baby-boomers et leurs descendants ont été et demeurent peu fertiles : la pyramide est devenue une urne.

□ La pratique de sous-traitance, autrefois restreinte aux tâches manufacturières manuelles, s'étend maintenant aux œuvres de cerveau (Europe centrale, Mexique, Inde, etc.)... Bangalore, vous connaissez ?

□ La déficience des infrastructures primaires, voire leur absence : train, autoroute, réseau gazier, aménagements portuaires, équipements culturels, etc. : sans doute notre plus grand handicap.

□ La pression à l'occupation du territoire : comme partout au Québec, l'on est tiraillé entre le *politically correct* et le *financially possible*.

LA VOLONTÉ DE SES FORCES

La région va parce qu'elle sait composer avec ses forces et s'y affaire beaucoup.

□ Plusieurs milieux reconnaissent en acte l'importance de la qualité du milieu de vie. L'emploi, c'est bien, mais ce n'est plus assez. Jeunes et entreprises s'installent et demeurent là où l'environnement, la culture, le loisir et l'éducation sont aux beffrois, et les aînés s'y dirigent.

□ Chaudière-Appalaches, c'est une économie qui carbure aux capitaux locaux : ce sont de nos gens qui, pour l'essentiel, sont propriétaires de nos entreprises et ils répondent bien à la norme sociale du « capital-résident ».

□ Nous avons collectivement fait « l'option PME », nous la supportons et continuerons de le faire. La diversité économique (autre concept que la diversification) est un abri contre les aléas du marché et les

Une région qui marche vers l'avant, semant l'espoir tout au long de son parcours

tempêtes de la mondialisation.

□ Nous avons opté pour des formations professionnelles et techniques originales ainsi que pour la nouvelle économie : c'était pour bâtir avec du neuf, sur du neuf. Cela rapporte maintenant : virage technologique des entreprises, rétention des jeunes et diversification industrielle.

LA LUCIDITÉ DE SES OPTIONS

Chaudière-Appalaches s'engage dans le « processus » de la Rencontre nationale des régions, la tête pleine de projets concrets, réalisables, mesurables et structurants... Comment en sortira-t-elle ? Il ne sera pas tard que nous saurons.

Nous espérons que les intercepteurs traditionnels des rêves et des idéaux des communautés soient tenus hors d'état de nuire tout au long du processus. Que celles et ceux qui font la liturgie pour la faire s'abstiennent, que les diviseurs démagogues (les fragmenteurs) se taisent, même s'ils ne savent que parler, et que les usurpateurs de représentativité n'y soient point conviés.



L'usine Vachon de Sainte-Marie-de-Beauce

ARCHIVES LE SOLEIL

L'Université Laval

AU CŒUR DE VOTRE QUOTIDIEN



PIONNIER HONORÉ

Le Prix Carrière de l'ADRIQ attribué à Roger A. Lessard

Roger A. Lessard, directeur du Département de physique, de génie physique et d'optique, a reçu le Prix Carrière 2002 de l'Association de la recherche industrielle du Québec (ADRIQ), le mercredi 23 octobre à Montréal, au cours du Gala de reconnaissance et d'encouragement à la recherche industrielle et à l'innovation technologique de l'ADRIQ.

Roger A. Lessard obtient son baccalauréat en physique de l'Université Laval en 1969. Le 8 juin 1973, il fait au même endroit la soutenance de sa thèse de doctorat en physique optique, thèse qui porte sur l'holographie multiplex à codage par masques pupillaires. Ses débuts comme professeur remontent à 1970, alors qu'il enseigne la physique au Collège Mérici, à Québec. Après un an dans le secteur privé chez Gentec, il est nommé professeur assistant au Département de physique de son *alma mater*. C'était en août 1972. Un an plus tard, il devient professeur adjoint. Au cours de sa longue carrière d'enseignant-chercheur, il a reçu près de 7,5 millions de dollars en subventions de recherche. Il a supervisé à ce jour une cinquantaine d'étudiants à la maîtrise et au doctorat.

Pionnier dans les matériaux optiques et holographiques, Roger A. Lessard a participé, au début des années 1970, à la construction d'un appareil qui était la toute première application du laser en micro-usinage. Il fut aussi l'un des premiers à prévoir le rôle majeur des polymères dans les applications optiques.

Le lauréat détient un brevet canadien pour un dédoubleur de faisceau à réseaux de diffraction holographiques stratifiés. Éditeur associé pour quatre revues scientifiques, consultant et conférencier, il a été professeur invité en Chine, puis professeur visiteur en Inde et au Brésil. Il a aussi participé à la création de deux entreprises technologiques de la

région de Québec: Holospectra, en 1985, et Laser InSpec, en 1994. Nommé cette année chevalier de l'Ordre national du Québec, Roger A. Lessard est aussi docteur *honoris causa* de l'Université Blaise-Pascal, en France, et *fellows* de l'International Society for Optical Engineering.

YVON LAROSE

Médaille Raymond-Blais



Annie Bellavance, récipiendaire de la médaille Raymond-Blais 2002, recevant les félicitations de Clément Samson, président du Conseil des représentants des caisses Desjardins de la région Québec-Ouest-Rive-Sud.

L'Association des diplômés de l'Université Laval (ADUL) a décerné, le 29 octobre, à Annie Bellavance, fondatrice et directrice de la compagnie Souris Mini, la médaille Raymond-Blais, remise chaque année afin de souligner la réussite exceptionnelle de jeunes diplômés. Cette médaille perpétue le nom d'un leader du mouvement coopératif québécois, notamment du Mouvement Desjardins, qui fut particulièrement sensible à la situation économique des jeunes et à la nécessité de soutenir leurs ambitions.

Diplômée de l'Université Laval, Annie Bellavance a fondé, en 1990, la compagnie Souris Mini, entreprise spécialisée dans la création et la confection de vêtements pour enfants. Considérée comme un chef de file de la mode enfantine québécoise, les collections Souris Mini sont maintenant vendues partout en Amérique du Nord. La compagnie a été sept fois finaliste de la Griffée d'or et deux fois récipiendaire de ce fameux prix. En 1995, Annie Bellavance a été nommée personnalité d'affaires du Québec métro par la Jeune chambre de commerce du Québec métropolitain.

L'ADUL et ses partenaires, les facultés et le Bureau des bourses et de l'aide financière de l'Université Laval, ont également remis 154 bourses de premier cycle, pour un montant totalisant 154 000 \$, à des étudiants qui se sont distingués lors de leurs études collégiales.

De l'or pour Martine Pagé

Pprès de 1000 personnes ont assisté, le 19 octobre, au Centre des congrès de Québec, à la cérémonie de remise des permis de l'Ordre des CGA du Québec. Au cours de cette cérémonie, Martine Pagé, chargée de cours à la Faculté des sciences de l'administration, a reçu une médaille d'or. Parmi les 289 personnes qui ont réussi cette année les quatre examens de l'Ordre, elle a en effet obtenu la moyenne la plus élevée au Québec. Martine Pagé enseigne à l'École de comptabilité de l'Université Laval depuis 1996. Elle avait obtenu son baccalauréat en sciences comptables à l'UQAM et fait sa maîtrise en fiscalité à l'Université de Sherbrooke. L'an dernier, elle avait terminé première au Canada aux examens CGA en comptabilité financière. Martine Pagé est une source d'inspiration pour tous les étudiants qui se destinent à une carrière en comptabilité.



Martine Pagé

Apprendre après 50 ans



Groupe d'étudiants de l'Université du troisième âge assistant au cours d'Histoire de la Nouvelle-France de Claire Gourdeau.

Quelque 3 000 personnes fréquentent l'Université du troisième âge de Québec

Cet automne, l'Université du troisième âge de Québec (UTAQ), que chapeaute la Direction générale de la formation continue de l'Université Laval, accueille quelque 3 000 adultes de 50 ans et plus. Odette Blouin-Cliche et Jean-Roch Giguère sont du nombre. La première s'est inscrite à des cours sur l'art baroque au 17^e siècle et sur l'architecture de Québec. Le second suit des cours de philosophie et de théologie, respectivement sur la pensée d'Aleix de Tocqueville et de Fernand Dumont.

«J'ai toujours marié le travail avec les études», explique Odette Blouin-Cliche. Retraitée depuis 1995, aujourd'hui travailleuse autonome, elle revit l'époque où elle poursuivait ses études de maîtrise en administration tout en travaillant. «J'ai toujours été en contact avec les arts, ajoute-t-elle. L'Université Laval m'offre l'opportunité d'approfondir un thème ou une période donnée de l'art. Elle m'a aussi donné le goût de développer une pratique en dessin et en aquarelle.» Retraitée depuis treize ans de son poste d'administrateur, Jean-Roch Giguère fréquente l'UTAQ depuis pratiquement autant de temps, et ce, à raison de deux à trois cours par session. «Je suis curieux intellectuellement, dit-il, j'ai le goût, le

besoin de connaître.» Son tout premier cours portait sur les liens entre la connaissance et le bonheur. Odette Blouin-Cliche dit apprécier le fait de côtoyer des gens avec qui elle partage un intérêt commun et qui ont une volonté de parfaire leurs connaissances. Elle précise: «Sur cette base, on peut établir des liens d'amitié.» Jean-Roch Giguère abonde dans le même sens. «C'est stimulant dans et hors classe», indique-t-il. Selon ce dernier, les professeurs y sont pour beaucoup dans le plaisir d'apprendre. La qualité des cours également. Pour Odette Blouin-Cliche, un contenu bien structuré et qui s'étale sur plusieurs semaines permet de bien fouiller un sujet.

Une croissance fulgurante

En 1983-1984, les inscriptions aux activités offertes par l'UTAQ s'élevaient à 569, une même personne pouvant s'inscrire à plus d'une activité. En 2001-2002, ce nombre atteignait 6 263. Âgée en moyenne de 60 ans, détentrice à 80 % d'un diplôme universitaire, la clientèle se compose majoritairement de femmes, bien que les hommes soient de plus en plus nombreux. Cet automne, l'UTAQ offre une centaine de cours, entretiens, ateliers et petits-déjeuners culturels. Des enseignants chevronnés de l'Université

Laval et des cégeps sont mis à contribution. Il n'y a ni examen, ni devoir à faire. Et l'on n'exige aucun préalable scolaire.

Selon le coordonnateur des programmes à l'UTAQ, Jean-Benoît Caron, quatre disciplines attirent particulièrement les étudiants: les arts plastiques, la création littéraire, l'informatique et la philosophie. «La philosophie attire davantage que l'histoire, indique-t-il. Les gens sont rendus à un tournant de la vie et ils recherchent un sens à l'existence.» Celui-ci insiste sur le caractère évolutif de la programmation. «Les gens voulaient de grandes conférences, dit-il. Depuis l'an dernier, elles font salle comble au Montmartre canadien. Cet automne, nous avons environ 450 inscriptions.»

Qu'il s'agisse de favoriser l'acquisition de connaissances, d'aider à trouver des réponses aux questions pratiques liées au troisième âge ou de combattre l'isolement, l'UTAQ réalise pleinement tous ses objectifs. Implantée à plusieurs endroits en Chaudière-Appalaches depuis quelques années, l'UTAQ prévoit s'installer à Charlesbourg et Donnacona. Pour plus d'informations: 656-3202. Site Web: www.ulaval.ca/utaq.

YVON LAROSE

LAVAL, 6^e AU CANADA POUR LES FONDS DE RECHERCHE

Selon la firme Research Infosource, Laval viendrait au sixième rang parmi les universités canadiennes au chapitre des montants reçus en fonds de recherche pour l'année 2001. L'entreprise torontoise, qui se veut la référence canadienne en matière d'information stratégique relative à la recherche, établit ce classement à partir de renseignements provenant de Statistiques Canada et de sa propre banque de données sur les universités du pays.

Selon ces données, les chercheurs de Laval auraient obtenu 187 M\$ l'année dernière, une hausse de 11 % par rapport à l'année précédente. Seules les universités de Toronto (470 M\$), de Montréal (350 M\$), McGill (280 M\$), de l'Alberta (241 M\$) et de la Colombie-Britannique (193 M\$) devancent Laval dans ce classement de 65 universités. À noter, trois des six premières universités canadiennes en recherche sont des établissements québécois.

L'indice d'intensité de la recherche (montant total des fonds de recherche divisé par le nombre de professeurs), calculé par la firme torontoise, place les chercheurs de l'Université au 10^e rang à l'échelle nationale avec une moyenne de 125 000 \$. La moyenne nationale se situe à 103 000 \$ par professeur.

Dans l'ensemble du pays, les fonds de recherche ont augmenté de 21 % dans les universités, passant de 2,8 à 3,4 milliards de dollars. Selon les analystes de Research Infosource, les universités récoltent présentement les fruits des initiatives financées à partir des surplus budgétaires fédéraux. On pense, entre autres, au financement accordé à la Fondation canadienne pour l'innovation, aux Chaires de recherche du Canada, aux Instituts de recherche en santé du Canada, à Genome Canada, et aux contreparties provinciales de certains de ces programmes. Les analystes ne voient qu'un seul nuage dans le ciel radieux de la recherche en 2001: en raison des bouleversements boursiers, certains partenaires industriels, qui s'étaient engagés dans des



projets de recherche avec des universités, pourraient avoir de la difficulté à respecter leurs engagements financiers.

L'incertitude boursière pourrait également refroidir les ardeurs des entreprises qui projetaient de s'associer à des projets de recherche menés dans les universités.

JEAN HAMANN

bravo!

Le prix du Barreau du Québec est remis chaque année à l'étudiant ou à l'étudiante ayant conservé la meilleure moyenne cumulative au terme de son programme de baccalauréat en droit. Le 17 octobre, de passage à la Faculté de droit, le bâtonnier du Québec, Claude G. Leduc, a remis ce prix à **Pierre-Louis Le Saunier**, en présence du doyen de la Faculté de droit, Pierre Lemieux.



Pierre-Louis Le Saunier

L'Université technique de Zvolen, en Slovaquie, vient de décerner le titre de docteur *honoris causa* à **Miroslav Grandtner**, professeur émérite à la Faculté de foresterie et de géomatique. Le titre lui a été remis en reconnaissance de l'ensemble de ses activités scientifiques et pédagogiques. La cérémonie officielle de la remise du diplôme a eu lieu lors d'une séance académique tenue à l'occasion du 15^e anniversaire des débuts de l'enseignement universitaire de la foresterie en Slovaquie et du 50^e anniversaire de la fondation de l'Université de foresterie et de technologie du bois, devenue, depuis 1992, Université technique de Zvolen.



Miroslav Grandtner

La Faculté de musique tient à féliciter **Gabriel Turgeon-Dharmoo**, étudiant en composition dans la classe d'Eric Morin, qui a mérité le prix Godfrey-Ridout (premier prix) assorti d'une bourse de 2000\$, lors du Concours des jeunes compositeurs de la SOCAN, édition 2002. L'œuvre primée, *A l'homme*, pour soprano et contrebasse, a été choisie par le jury «notamment pour sa combinaison inhabituelle de soprano et contrebasse». Allan Bell, membre du jury, a aussi loué «les couleurs scintillantes de la pièce ainsi que son énergie et sa structure dramatique».



Gabriel Turgeon-Dharmoo

Deux professeurs de la Faculté de droit, **Nabil Antaki** et **Gisèle Côté-Harper**, ont reçu la Médaille du Jubilé commémorant le 50^e anniversaire de l'accession de Sa Majesté la Reine Elizabeth II au Trône. Cette médaille est décernée à des citoyens et à des citoyennes qui ont «apporté une contribution significative au Canada, à leur communauté ou à leurs concitoyens canadiens».

Thomas De Koninck, professeur à la Faculté de philosophie, et **Jean-Marc Martel**, professeur au Département d'opérations et systèmes de décision de la Faculté des sciences de l'administration, ont été élus à l'Académie des lettres et des sciences humaines de la Société Royale du Canada.

L'ombudsman, le secrétaire général de l'Université et le Centre d'intervention en matière de harcèlement sexuel félicitent **Geneviève Marcell**, étudiante au baccalauréat en éducation au préscolaire et en enseignement au primaire (sciences de l'éducation), gagnante du prix de 350\$ attribué par tirage au sort dans le cadre de Rendez-Vous Laval 2002. Cette année, 173 questionnaires ont été remplis au stand «Exercez vos droits».

L'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) a annoncé l'attribution de son Prix national en reconnaissance de services éminents à la recherche en bibliothéconomie à **Michel Fournier**, qui fut, jusqu'à sa retraite, bibliothécaire de l'Université Laval. Il obtient le prix pour avoir été associé au développement du *Répertoire des vedettes-matière (RVM)*, un outil d'indexation par sujets devenu indispensable dans les milieux de la bibliothéconomie francophone nationale et internationale. Ce répertoire, publié par l'Université Laval et dont la première édition date de 1962, fut adopté en 1974 par la Bibliothèque nationale du Canada comme norme nationale d'indexation en langue française. La Bibliothèque nationale de France faisait officiellement de même en 1990 et le développement du *Répertoire*, depuis cette date, est coordonné par ces deux institutions, en concertation avec le ministère de l'Éducation nationale (agissant comme mandataire de toutes les bibliothèques universitaires de France).



Michel Fournier

André Daviault, ancien doyen de la Faculté des lettres, a été élu président de la Fédération internationale des associations d'études classiques (FIEC) lors de la dernière Assemblée générale de cet organisme, qui a eu lieu à Zurich. La

FIEC, qui compte 82 associations ou sociétés savantes issues de 43 pays et qui favorise le financement de grandes entreprises scientifiques comme l'*Année Philologique*, le *Thesaurus linguae Latinae* ou le *Supplementum epigraphicum graecum*, organise tous les cinq ans un grand congrès scientifique destiné à divulguer les résultats des plus récentes recherches sur l'Antiquité gréco-romaine. L'Université Laval avait été l'hôte du 10^e Congrès de la FIEC en 1994.

Guy Laforest, professeur au Département de science politique, a été élu président de l'Action démocratique du Québec (ADQ).



Guy Laforest

L'Institut d'histoire de l'Amérique française (IHAF) a attribué, le 18 octobre dernier, à Sherbrooke, ses prix annuels. Le Prix Lionel-Groulx - Fondation Yves-Saint-Germain a été décerné à l'historien **Gervais Carpin**, coordonnateur scientifique du CELAT, pour son ouvrage *Le réseau du Canada. Étude du mode migratoire de la France vers la Nouvelle-France (1628-1662)*, publié au Septentrion à Québec et aux Presses de l'Université de Paris-Sorbonne à Paris, en 2001. Ce prix veut récompenser le meilleur ouvrage portant sur un aspect de l'histoire de l'Amérique française et s'imposant par son caractère scientifique. Le Prix Michel-Brunet, pour la meilleure publication par un jeune auteur (moins de 35 ans) a été attribué à **Lucie K. Morisset**, membre régulier du CELAT, dont l'ouvrage *La mémoire du paysage* a d'ailleurs été retenu parmi les finalistes aux prix de la Gouverneure générale du Canada. Enfin, le Prix Maxime-Raymond, offert une fois par trois ans pour la meilleure biographie, revient au livre de prestige *Louis-Philippe Hébert sculpteur national*, publié sous la direction de **Daniel Drouin**, doctorant de l'Université Laval et rattaché au Musée du Québec.



Gervais Carpin

Simon Langlois, professeur de sociologie (Faculté des sciences sociales), a été nommé vice-président à l'Administration de l'Association internationale d'études québécoises, lors de la dernière assemblée annuelle de cet organisme.



Simon Langlois

Lors de la Materials Week, la conférence annuelle de l'American Society for Materials Intl. (ASM Intl.) qui s'est déroulée à Columbus, Ohio, du 6 au 10 octobre dernier, le prestigieux Prix Bradley Stoughton pour jeune professeur a été remis à **Diego Mantovani**, professeur au Département de génie des mines, de la métallurgie et des matériaux de l'Université Laval. Il s'agit d'un prix décerné par la plus importante société mondiale de matériaux, qui regroupe plus de 35 000 membres. Le prix est remis au meilleur candidat parmi les jeunes professeurs (moins de 35 ans) en science et ingénierie des matériaux en Amérique du Nord, dont la candidature a été proposée par leurs étudiants, leurs collègues professeurs et les instances de leur université. Diego Mantovani est le premier professeur au Canada à recevoir ce prix, qui comprend une plaque et 3000\$ (US).



Diego Mantovani



Sophie Simard

La Banque Nationale a remis récemment un chèque de 3000\$ à la nageuse **Sophie Simard**, du Rouge et Or, dans la catégorie «excellence» de l'édition 2002 du programme Les Bourses Banque Nationale. Étudiante en éducation physique, Sophie Simard a remporté plusieurs distinctions: 4^e au 4 x 200 m libre au Championnat du monde 2001; médaillée d'argent au 400 m libre à la Coupe du monde 2001; médaillée d'argent au 400 m libre au Championnat canadien 2001; médaillée d'or aux 100 m et 200 m libre au Championnat canadien universitaire 2002 et médaillée d'or au 200 m libre au Championnat canadien senior 2002.

LA CLINIQUE DE KINÉSIOLOGIE, OUVERTE

Vous souhaitez entreprendre un programme d'entraînement pour perdre du poids, mais vous ignorez par quel bout commencer? Vous êtes un coureur assidu et vous désirez savoir si votre nouveau programme d'entraînement aura un effet sur votre capacité aérobique maximale? Vous voulez faire évaluer votre taux de gras et sa répartition pour savoir si les maladies cardiovasculaires vous menacent? Vous souffrez de douleurs au cou lorsque vous travaillez trop longtemps devant votre écran? Voilà autant de bonnes raisons pour consulter la Clinique de kinésiologie de l'Université, dont l'ouverture officielle a eu lieu le 22 octobre au PEPS.

«Auparavant, les étudiants pratiquaient entre eux jusqu'au moment de leurs stages. Grâce à la Clinique, ils auront maintenant la chance de travailler sur des cas réels, avec des personnes qui ont de véritables problèmes», fait valoir Linda Drolet, responsable de la formation pratique au Département de médecine sociale et préventive.

Deux ans de travail

Il aura fallu plus de deux ans pour que l'idée, lancée par Linda Drolet et appuyée avec enthousiasme et énergie par les étudiants de kinésiologie, se matérialise. Ceux-ci ont également investi de l'argent dans ce projet par l'intermédiaire du Fonds d'investissement étudiant de la Faculté de médecine. La contribution du Fonds, qui se chiffre à plus de 50 000\$, représente environ le tiers du montant



La communauté universitaire et la population de Québec pourront profiter des services de la Clinique de kinésiologie, tout en favorisant l'apprentissage des étudiants.

total investi dans ce projet. Les tarifs de la Clinique varient en fonction des tests effectués et du type de clientèle, mais ils sont très abordables, signale Linda Drolet. «Cet argent servira à payer les kinésiothérapeutes qui supervisent les étudiants et à acheter l'équipement dont

nous ferons l'acquisition au cours des prochaines années», précise-t-elle. La Clinique est située au local 00241 du PEPS. Pour prendre rendez-vous, composez le 656-2473.

JEAN HAMANN

La mémoire sur la peau

Arnaud Balvay, étudiant au doctorat en histoire, explore les différentes significations du tatouage en Nouvelle-France

Aux 16^e, 17^e et 18^e siècles, la pratique très répandue du tatouage chez les Amérindiens impressionnait fortement les Français. Si certains voyaient là un symbole de sauvagerie, d'autres le percevaient comme substitut à l'écriture. Mais avant toute chose, le tatouage servait à l'identification de l'interlocuteur amérindien.

Au contact des Européens, les autochtones ont incorporé des motifs chrétiens à leurs tatouages, comme des croix et des noms de Jésus. De plus, des coureurs de bois et des militaires se sont fait tatouer par des Amérindiens. Tel est l'essentiel de l'exposé qu'a livré l'étudiant au doctorat en histoire Arnaud Balvay, le jeudi 17 octobre à l'hôtel Clarendon à Québec. Il faisait sa présentation lors de la réunion annuelle de la Société américaine d'ethno-histoire.

Arnaud Balvay a étudié la question du tatouage dans le cadre de sa thèse portant sur les relations entre les soldats français et les Amérindiens. Cette pratique quasi généralisée parmi les nations amérindiennes remplissait, selon lui, plusieurs fonctions. Les femmes y recouraient pour embellir leur corps. Les hommes, quant à eux, s'en servaient comme rappel de leurs exploits guerriers. Serpents, lézards, écureuils et tortues, ou bien fleurs, feuilles, soleils et lunes constituaient les principales images tatouées.

L'image de quelque démon

En Europe à cette époque, le tatouage était associé soit à l'infamie (on marquait les criminels au fer rouge), soit à l'irréligion (altérer le visage créé à l'image de Dieu était faire injure à Celui-ci). Pas surprenant alors que le père Sagard ait écrit avoir l'impression, en regardant les corps d'Amérindiens tatoués, de contempler «l'image de quelque démon».

Selon Arnaud Balvay, le rite de passage que constitue la pose d'un tatouage sur un non-Amérindien permet à ce dernier d'intégrer le corps social autochtone avec un nom amérindien et le statut d'homme à part entière. «On peut opposer le tatouage au baptême des Amérindiens, conclut-il. Dans les deux cas il s'agit d'un rituel d'adoption. D'une part, un Européen quitte la civilisation pour un état de sauvagerie. D'autre part, l'Amérindien perd son état sauvage pour entrer dans la communauté des chrétiens.»

YVON LAROSE



Crédit: Bibliothèque nationale de France

ENTREPRENEURIAT LAVAL

Billes en tête

fruit de leur travail, produit en laboratoire, alimente l'industrie pharmaceutique afin que les chimistes gagnent du temps pour la découverte de nouveaux médicaments.

L'idée de Matrix Innovation a germé dans la tête de Simon Côté, le vice-président recherche, alors qu'étudiant à la maîtrise en chimie à l'Université Laval il utilisait fréquemment les résines dans son laboratoire de recherche et cherchait à améliorer leurs qualités. Matrix Innovation parvient à produire, selon ses dirigeants, des billes de résine de qualité et de pureté supérieure à ce que font la plupart de ses concurrents.

Le facteur temps

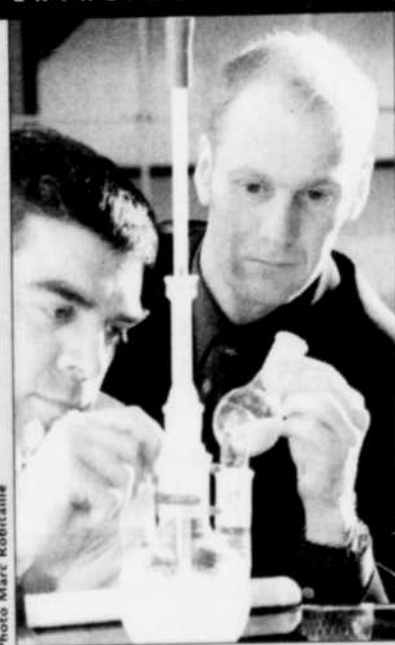
L'industrie pharmaceutique se montre de plus en plus friande de ces résines qui permettent d'améliorer le travail des chimistes. En utilisant ces billes, ils peuvent accélérer les étapes de réaction chimique, ce qui leur permet de découvrir plus rapidement la molécule active qui permettra de lancer un nouveau médicament sur le marché.

Les affaires roulent bien pour cette PME qui a démarré ses activités en novembre 1999 dans les laboratoires du Département de chimie de l'Université Laval.

Contrairement à d'autres entrepreneurs qui attendent de disposer du financement nécessaire avant de démarrer leurs activités, les jeunes loups de Matrix Innovation ont tout mené de front. «Entrepreneuriat Laval nous a bien aidés, en particulier pour le plan d'affaires», précise Rock Therrien, le président de Matrix, car le premier était vraiment trop technique.

Grâce à Entrepreneuriat Laval, ils ont pu améliorer leur approche des investisseurs en vulgarisant leurs propos, mais surtout en rencontrant les interlocuteurs appropriés. En effet, l'organisme leur a ouvert son carnet d'adresses et leur apporté son aide aux différentes étapes de développement. Avec l'aide d'Entrepreneuriat Laval, ils ont pu calculer les dépenses à venir, prendre en compte les crédits d'impôts... La participation à différents concours a permis à l'entreprise de recevoir un bon coup de projecteur puisqu'ils ont notamment gagné le grand prix Canada relève et innovation 2000 décerné par Développement économique Canada, ainsi que le second prix national du Concours québécois d'entrepreneuriat dans la catégorie «Science et technologie».

PASCALE GUÉRICOLAS



Simon Côté et Rock Therrien: Matrix Innovation devrait profiter de la forte poussée actuelle dans le secteur pharmaceutique.

Les laboratoires de Matrix Innovation ressemblent presque à un atelier de fabrication de potions. Des liquides blanchâtres bouillonnent pendant des heures dans des flacons cornus, d'autres substances se font agiter de bas en haut par une machine infatigable. Les deux dirigeants de l'entreprise, Simon Côté et Rock Therrien, n'ont pourtant rien de mages inquiétants. Le



Aujourd'hui Québec, demain le monde.

Le contenu de ces pages est produit et édité par le Service des communications de l'Université Laval. Visitez Alérion, le site Web de l'Université Laval, à l'adresse suivante: <http://www.ulaval.ca>

Le travail autonome

Le travail autonome est en progression

Nos connaissances sur le travail autonome sont plutôt limitées lorsqu'elles ne relèvent pas carrément du préjugé ou de l'idéalisation. Selon Développement des ressources humaines Canada (DRHC), on recensait, en 1997, près de 1,5 million de travailleurs autonomes au Canada, soit presque 10 % de l'ensemble de la population active. Entre 1976 et 1995, leur nombre a presque doublé tandis que l'emploi total augmentait à peine de 40 %. D'après d'autres données, publiées en 1999, en provenance du ministère du Revenu du Québec, le nombre de travailleurs autonomes du Québec suit la même courbe ascendante. En effet, entre 1993 et 1997, il a en moyenne crû de 5 % par année tandis que le nombre de salariés n'a augmenté que de 1 % annuellement.

Le rapport de l'étude *Données sur le travail autonome* produit par Emploi-Québec en 2001, révèle qu'on dénombrait plus de 360 000 travailleurs autonomes au Québec en 1997 - aujourd'hui, on évalue leur importance à plus d'un demi-million. Environ 60 % d'entre eux seraient des travailleurs indépendants, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas d'aide rémunérée ; les autres seraient des travailleurs employeurs (ou micro-entreprises). Deux fois plus d'hommes que de femmes répondent à la définition du travailleur indépendant tandis que quatre fois plus de travailleurs employeurs sont des hommes.

Travailleurs autonomes vs salariés

Le ministère observe cependant que le statut de travailleur autonome est souvent passager et pas toujours exclusif. Ainsi, chaque année, de 25 % à 28 % de nouveaux contribuables déclarent des revenus de travail autonome mais, parallèlement, un peu plus de 20 % de personnes cessent de déclarer de tels revenus. Seulement 40 % des personnes qui ont déclaré des revenus de travail autonome au cours de ces cinq dernières années l'ont fait sur une base continue.

Il convient de noter que moins de la moitié des contribuables qui ont déclaré des revenus de travail autonome ont aussi touché des revenus d'emploi. Et parmi ceux-ci, la grande majorité (90 %) a déclaré des revenus d'emploi supérieurs à leurs revenus de travail autonome.

Les revenus déclarés par les travailleurs autonomes sont généralement inférieurs à ceux des salariés. Les deux tiers des personnes dont les revenus proviennent uniquement d'un travail autonome ont déclaré des sommes inférieures à 20 000 \$

en 1997. En comparaison, la proportion des salariés qui ont déclaré des revenus inférieurs à 20 000 \$ n'atteint pas 40 %. En revanche, plus de 5 % des travailleurs autonomes ont déclaré plus de 100 000 \$ de revenus tandis que cette proportion ne dépasse pas 1,4 % chez les salariés.

Sur le plan de la répartition géographique, la majorité des travailleurs autonomes proviennent des régions administratives de Montréal (25 %), de la Montérégie (18 %) et de Québec (9 % ; soit environ 40 000 contribuables). Par ailleurs, la moyenne d'âge est plus élevée chez les travailleurs autonomes que chez les salariés. Les travailleurs autonomes seraient plus enclins à poursuivre leurs activités jusqu'à un âge avancé que les salariés. Ainsi, après 55 ans, ils sont proportionnellement plus nombreux que les salariés à déclarer des revenus de leurs activités. Soulignons ici que plusieurs travailleurs autonomes sont d'anciens salariés à la retraite, puisqu'un grand nombre déclare à la fois des revenus d'un travail autonome et d'autres d'un régime de retraite.

Travailleurs indépendants et travailleurs employeurs

Toujours selon *Données sur le travail autonome*, la construction, les soins de santé et les services sociaux, les autres services et le secteur manufacturier constituent les domaines d'activités où se concentrent le plus grand nombre de travailleurs employeurs. Quant aux travailleurs indépendants, ils se recrutent principalement dans les secteurs des autres services, des services aux entreprises, du commerce de détail, de l'agriculture, des soins de santé et des services sociaux ainsi que dans la construction.

Nous constatons aussi que les groupes de professions en rapport avec les ventes et les services, les métiers associés au transport et à la machinerie ainsi que la gestion comptent le plus grand contingent de travailleurs indépendants ; ceux liés à la gestion, aux ventes et aux services ainsi que les métiers du transport et de la machinerie comportent le plus grand nombre de travailleurs employeurs. Toutes catégories confondues, les professions de la gestion, suivies par celles des ventes et des services, affichent le plus grand nombre de travailleurs autonomes.

La formation

En terme de scolarité, les travailleurs autonomes se recrutent majoritairement chez les personnes qui ont complété de 9 à 13 ans d'études et ont obtenu un diplôme d'études secondaires ou celui d'une école de métiers ainsi que parmi les personnes qui ont poursuivi des études non universitaires avec ou sans diplôme. Toutefois, en terme relatif, les travailleurs autonomes se retrouvent en plus grand nombre à la fois chez les personnes très peu scolarisées (moins d'une 9e année) et chez les gens très scolarisés (études supérieures ou baccalauréat). Le fait que certains secteurs d'activités (agriculture, construction, commerce de détail, coiffure, etc.), qui requièrent peu de scolarité, sont traditionnellement organisés sur la base du travail autonome explique ces proportions.

Loin de l'équité salariale

Au chapitre financier, on observe que les femmes et les jeunes touchent de moins bons revenus que les hommes et les personnes plus âgées, d'une part, et que les travailleurs employeurs sont mieux nantis que les travailleurs indépendants, d'autre part. Par ailleurs, les travailleurs autonomes qui ont terminé moins d'une 9e année, ceux qui ont fait des études non universitaires avec ou sans diplôme ou des études universitaires sans diplôme sont les moins bien rétribués. Le commerce de gros, les intermédiaires financiers et d'assurance, les services immobiliers et d'assurance, les services aux entreprises, les soins de santé et les services sociaux offrent les meilleurs revenus aux travailleurs indépendants.

Il est à noter qu'en 2000, le travail autonome a reculé pour la première fois depuis 1986. Cette année-là, seuls le nombre de travailleurs indépendants constitués en société et le nombre d'employeurs non constitués en société ont augmenté. En fait, ce sont les travailleurs indépendants qui sont responsables de cette diminution dans une proportion de 85 %. Quoi qu'il en soit, le travail autonome constitue une réalité incontournable de l'activité sociale et économique de toutes les époques et, à plus forte raison, du XXIe siècle.

LES CLUBS TOASTMASTERS
Communication & Leadership

Souhaitez-vous améliorer vos habiletés en communication et en leadership? Joignez-vous à un club Toastmasters! Vous y trouverez un milieu d'apprentissage positif où accroître votre confiance en vous.

Infos : 1-877-918-6278
www.toastmastersdistrict61.org

Chambre de commerce régionale des entrepreneurs de Québec

Le réseau des travailleurs autonomes et des micro-entreprises de la région de Québec

Un café délicieux...
Un service impeccable!

■ SERVICE PERSONNALISÉ
■ CAFETIÈRES DE QUALITÉ COMMERCIALE
■ ENTRETIEN RÉGULIER

THÉ • CAFÉ
• CHOCOLAT CHAUD
• TISANE • SOUPE
• SUCRE • BÂTONNETS
• VERRES • ETC.

CAFÉ-BOURÇ enr.
TÉL. : 831-8011

Nova Vox
ÉDITION - RÉDACTION - RECHERCHE

Dr David Rompré

Tél : (418) 682-3550
Téléc. : (418) 684-9940
Courriel : novavox@rompré.net

1040, av. Belvédère, bureau 226,
Sillery (Québec) G1S 3G3

SIEL
IMPRIMERIE

650, avenue Godin, Vanier (Québec) G1M 3E6
Téléphone : 418-688-9593 — Télécopieur : 418-688-8837
siel@imprimeriesiel.com

Julie Guimont
Designer d'intérieur enr.
SDIQ

Conception, Design
Consultation Feng Shui
Coloration, Décoration

418.265.5941
julie_gui@yahoo.fr

Lauréate Reconnaissance
Travailleur autonome de l'année 2002

Acquis Route inc.

Michel Meunier
1494, Tardivel
Sainte-Foy (Québec)
G2G 1R2

Tél. : (418) 872-2602
Téléc. : (418) 872-6788
Cellulaire : (418) 563-5355
acquis@globetrotter.qc.ca

Gestlogic

«Fournisseur des logiciels de productivité (BI) aux PME»

Fernand Giroux,
président
(418) 840-2580
fgiroux@info-genie.com

plandevol
solution internet interactive
www.plandevol.qc.ca
(418) 623-7888

Donnez à votre entreprise sa trajectoire dans Internet

NEOGEN
Nouvelle génération d'interfaces de gestion
www.neogen.ca
(418) 948-1538

INSTITUT DE FORMATION RSVP

Michel Brouillette
Président
mbrouillette@formationsrsvp.com

202-8045, Henri-Bourassa
Charlesbourg (Québec)
G1H 4C8

418.628.7787
418.628.9704
1 877.303.7487

www.formationsrsvp.com

Symposium international
QUÉBEC
International Symposium

Jean Jobin, Ph.D.
Président directeur général
President and Executive Director
2725, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy (Québec)
Canada, G1V 4G5

Tél. : (418) 656-8711 poste 5592
Téléc. : (418) 656-4685
Courriel : Jean.Jobin@med.ulaval.ca
www.ulaval.ca/symp-rehab

Académie de Réflexologie du Québec
Centre de Réflexologie du Québec A.R.Q.

Brigitte Gilbert
Présidente fondatrice
de l'Académie de Réflexologie du Québec

- A créé la carrière professionnelle de Thérapeute Réflexe
- Maître massothérapeute et auteur du Massage intégral Réflexe du dos, Pour une meilleure santé, Consultez les thérapies réflexes : une massothérapie aux résultats immédiats, efficaces, agréables et durables.
- Massages thérapeutiques, préventifs, sportifs et relaxants.

Formation professionnelle en Thérapies Réflexes.
(418) 651-8575

Gisèle Bellerose
CGA, MBA

Comptabilité et impôt pour compagnies, entreprises et travailleurs autonomes

Bureau
(418) 840-2999

Bravo aux PME de la région

Institut de Zoothérapie du Québec

Cours de formation en zoothérapie

D'une durée de 64 heures, ce cours a pour but de familiariser l'étudiant aux diverses clientèles et de lui permettre de développer les habiletés nécessaires à la pratique de cette discipline.

Prochains cours : novembre, février et mai 2003.
Coût : 575\$.

Pour plus d'information :
www.institutdezootherapie.qc.ca
ou le 683-4471 poste 357.

EVENCOM
GESTION D'ÉVÉNEMENTS COMMUNICATIONS

Anniversaire d'entreprise
colloque
gala d'excellence
inauguration
lancement
ouverture officielle
réunion d'affaires

Téléphone : 418.686.9000
Télécopieur : 418.686.0752
1 877.686.9001
even@evencominc.com
www.evencominc.com

Services de secrétariat

France Bégin White

4530 rue des Clercs
Cap-Rouge QC G1Y 2Z3

Téléphone/télécopieur : (418) 658-0051
Courriel : francewhite@videotron.ca

Houde communication inc.
Conception et rédaction publicitaire

- Marketing direct
- Traduction
- Gestion de projets

Elizabeth Houde
Téléphone : 418.861.9243
Courriel : info@houdecom.com

Le travail autonome

Même sans patron,
ce n'est pas toujours une sinécure

De nombreuses raisons peuvent motiver une personne à devenir travailleur autonome. Elle emprunte parfois cette voie faute de trouver un emploi salarié, ou pour donner un virage radical à sa carrière, ou pour ne plus avoir de patron. Certains deviennent travailleur autonome par choix, d'autres par obligation.

En même temps qu'il peut procurer le bonheur, ce statut peut s'avérer une source d'angoisse. Revenus plus bas que les salariés, longues heures de travail, absence d'avantages sociaux, autant de soucis pour les personnes en quête de stabilité. En revanche, le plaisir de travailler pour soi, de pouvoir prendre congé à son gré, de ne pas avoir de supérieur, ni de discipline autre que la sienne permet de mesurer les bienfaits de la liberté. Dans tous les cas, pour réussir comme travailleur autonome, il importe de présenter certaines qualités telles que le volontarisme, le sens de la gestion et un jugement sûr.

Développement des ressources humaines Canada (DRHC) explique la croissance du travail autonome en évoquant plusieurs facteurs, dont la rationalisation des effectifs et la sous-traitance, en vogue chez les employeurs, qui forcent des travailleurs à créer leur propre emploi. Bien que le travail autonome soit à la hausse dans tous les volets de l'économie, la croissance continue du secteur des services multiplie les possibilités de travail autonome.

Les conditions de travail

Même s'il n'a pas un patron sur les talons, la vie du travailleur autonome n'est pas une sinécure pour autant. Il doit assumer à lui seul toutes les responsabilités liées à son entreprise. Il mène ses recherches en vue de recruter des clients, négocie ses contrats, réalise sa publicité et son marketing, tient ses livres, entretient des relations avec l'État, etc.

À première vue, la qualité des emplois autonomes semble inférieure à celle des emplois salariés. Les travailleurs autonomes passeraient plus de temps à travailler que les salariés, ils ne gagneraient que les deux tiers de leurs revenus et ils auraient moins d'avantages sociaux qu'eux. Les entrées d'argent irrégulières et la sécurité d'emploi s'avèrent d'autres aspects difficiles. Bon nombre déplorent l'absence d'assu-

rance emploi et de régime de retraite. L'isolement, l'absence de possibilités de formation, certaines attitudes négatives ainsi que l'obligation d'accomplir toutes les tâches nécessaires au sein d'une entreprise comptent aussi parmi les inconvénients. On va jusqu'à prétendre que la fameuse liberté est plus apparente que réelle.

Le vrai du faux

Il existe aussi de faux travailleurs autonomes et il convient de dénoncer leur situation. Par exemple, certaines entreprises, pour ne plus avoir à assumer les charges d'un salarié, le licencient pour lui donner des contrats qu'il devra facturer. D'autres employeurs embauchent des gens et les font travailler dans leurs ateliers ou leurs chantiers, sous leur surveillance, avec leurs outils tout en leur demandant de les facturer.

Certains télétravailleurs deviennent aussi de faux travailleurs autonomes lorsque leur employeur conserve un lien d'emploi intact avec ses employés, qui travaillent désormais à domicile plutôt qu'au bureau. Contrairement à une idée reçue, le travail exécuté à la maison n'est pas forcément du travail autonome.

Les travailleurs se divisent en deux groupes par rapport à l'intervention de l'État dans leurs affaires. Les plus farouchement indépendants s'y opposent vigoureusement tandis que les autres souhaitent une reconnaissance de leur statut qui pourrait leur garantir un minimum de protection comme des congés parentaux payés, une forme d'assurance emploi, une caisse de retraite, etc. En attendant, à défaut d'une couverture sociale, le travailleur autonome peut compter sur des avantages fiscaux qui

lui permettent de déduire certaines dépenses, bien qu'il s'agisse toujours de sommes dépensées pour son entreprise.

Des répercussions sociales

Sur le plan de la collectivité, les experts de DRHC estiment que le phénomène du travail autonome entraînera des changements positifs notables dans les tendances en matière de peuplement urbain et dans les structures économiques. Ainsi, un nombre croissant de personnes qui travaillent à domicile diminuent les déplacements, réduisant d'autant la pollution automobile et les besoins en matière de transport public. On assistera aussi à la construction de maisons comportant un bureau ou à la rénovation de maisons existantes pour leur ajouter un bureau. Il est enfin à prévoir que, dans certaines régions, cette diversification des activités diminuera la dépendance face à un seul grand employeur.

Ce phénomène pourrait cependant générer ses effets indésirables tels qu'une moins bonne cohésion sociale en raison du rôle moindre du lieu de travail comme centre de rassemblement social. À cause de leur statut, les travailleurs autonomes feront augmenter le nombre de personnes qui ne disposent d'aucun filet social.

Pour quiconque envisage de faire le saut, nous ne saurions trop recommander la lecture de quelques ouvrages sur le sujet, dont *Le Guide du travailleur autonome* (éditions Québec Amérique; 1997, 2000) du journaliste indépendant Jean-Benoît Nadeau, un ouvrage de référence essentiel en la matière.



Carmen Moldovan
Représentante

SLM
Les services logiques
Microtec

SERVICE TECHNIQUE
SERVICE INFORMATIQUE
SERVICE DE RÉSEAUX

2022, Lavoisier, bureau 186,
Sainte-Foy (Québec) G1N 4M3
Téléphone : (418) 681-1985
Télécopieur : (418) 681-9943
Courriel électronique : slm@mlink.net

La Maison Lorlan inc.

Chef-proprétaire : Lorraine Langevin

Conseillère en santé
Prêt-à-manger végétarien
Cours de cuisine

Pâtisserie et produits biologiques
Finaliste Gala Renaissance 2002
Réseau entreprendre - ATTAQ-Québec
1554, 3e Avenue
Québec (Québec) G1L 2Y5
Tél. : (418) 523-0009
Téléc. : (418) 523-1555
Courriel : lorlan@hotmail.com

Depuis 1986
Jean Jacques Plante,
graphiste-illustrateur

Profitez de
mon expertise!

www.jjgrafx.com (418) 649-1790

BISTROT
CUISINE DU TERROIR
DE FRANCE

SOIRÉES
THÉMATIQUES

Bon vin et bonne
chère unissent le
corps et l'âme

Fusola Didier
Stoltz Nahalia

BISTROT
le moulin à poivre

2510, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy (Québec) G1V 3T5
Tél./Téléc. : (418) 656-9097
bistrotlemoulinapoivre@qc.airsa.com

Denis Héroux
Avocat et courtier

Droit des affaires
au service des organismes d'aide aux
entrepreneurs, des incubateurs d'entre-
prises et des sociétés de capital de risque

Courtier immobilier agréé
exerçant ses activités sous le nom de
LIERCOURT, membre du Service
inter-agences (SIA)

denis.heroux@videotron.ca

Téléphone : (418) 527-1665
Télécopieur : (418) 527-8184

Kel Imagination
Graphisme

Conception et
mise en page de
documents imprimés

Téléphone : (418) 524-2804
Télécopieur : (418) 524-7299
www.kel-imagination.com

Keo
COMMUNICATION

«Nous mettons l'accent
sur ce qui vous démarque!»

Graphisme & Multimédia
Service personnalisé pour les petites
et grandes entreprises d'ici.

T : 418 260 9221 • www.keo.biz • info@keo.biz

Chambre de commerce
régionale des entrepreneurs
de Québec

Le réseau
des travailleurs autonomes
et des micro-entreprises
de la région de Québec

Réseau Entreprendre-ATTAQ-Québec

Théberge
Relations publiques

Carole
Théberge

Téléphone : (418) 832-4414
Télécopieur : (418) 832-4076
Courriel : thebergerp@yahoo.ca
C.P. 9002, Sainte-Foy (Québec)
G1V 4A8

CGA

Marc Drouin, CGA
Comptable général licencié

3101, Mgr. Gauthier, n° 4
Beauport, Québec G1E 2V9
Tél. : (418) 667-9009
Fax : (418) 667-4568

Groupe Investors
LES SERVICES INVESTISSEURS LIMITÉS
CABINET DE SERVICES FINANCIERS

Daniel Bourdon
Conseiller associé
Conseiller en sécurité financière,
représentant en épargne collective

3075, chemin des Quatre-Bourgeois,
bureau 104, Sainte-Foy
QC G1W 4Y5
Tél. : (418) 654-1411
Téléc. : (418) 654-1103
daniel.bourdon@investorsgroup.com

* Membre du groupe d'entreprises de la
Corporation Financière Power

Druide

Traduction du français
vers l'anglais

Documents administratifs
Études d'impacts
environnementaux
Brochures touristiques
Muséologie
Textes d'exposition
Aménagement
et urbanisme
Québec - Centre-ville
(418) 522-6999
jdrury@sympatico.ca

**Côté-Gendron,
Projet d'avenir**

Pour une découverte de sens
sur les plans personnel et professionnel

→ Florence Côté, m.a.
Téléphone : (418) 651-0542
Téléavertisseur : (418) 801-2917

→ Francine Gendron, m.a.
Téléphone : (418) 628-1006

Membres d'associations (reçus pour assurances)

Démarches pour explorer un
projet de vie ou pour faire le point
(orientation et/ou mission)

Télécopieur : (418) 651-1198
projetdavenir@videotron.ca
<http://pages.infinit.net/davenir>

GÂTEAU
GÂTEAUX
TOUTES
RÉCEPTIONS
MARIAGE,
ANNIVERSAIRE
BAPTÊME,
HUMORISTIQUE
et

3 DIMENSIONS
(418) 872-4488

2051, St-Jean-Baptiste
L'Ancienne-Lorette (Québec)
G2E 1R6

Tél. ext. : 1 877 284-4488
Télécopieur : (418) 872-8827
Site web : www.gateaufectureau.com

**L'atelier des mille
et une folies**

Boutique
spécialisée
peinture
sur bois
«scrapbooking»
cadeaux
Chantal & Julie

3662, rue du Campanile
Sainte-Foy (Québec) G1X 4G6
Tél. : (418) 659-6599
Téléc. : (418) 659-6533

Publireportage

Le travail autonome



Le réseau Entreprendre-ATTAQ-Québec regroupe des travailleurs indépendants

Travailleuse ou travailleur autonome, petit entrepreneur ou micro-entreprise... Autant de termes qui désignent la réalité quotidienne d'un nombre croissant de personnes actives sur le marché du travail sans pour autant appartenir à la catégorie des salariés. « En fait, explique Michel Brouillette, président du Réseau Entreprendre-ATTAQ-Québec (REQ-ATTAQ), formuler une définition précise du travailleur autonome s'avère un exercice plutôt difficile puisque, d'un ministère à l'autre, les critères varient. »

Toutefois, on s'entend généralement sur les distinctions énoncées par le ministère du Revenu, c'est-à-dire une personne qui s'engage envers un client, à réaliser un travail matériel ou à lui fournir un service moyennant un prix que le client s'engage à lui payer. Le travailleur autonome peut aussi posséder un commerce ou être vendeur à commission. Il ne doit exister aucun lien de subordination, ou aucune relation employeur-employé, entre le travailleur autonome et son client. En général, le travailleur autonome assume ses propres dépenses ; encourt lui-même les risques financiers inhérents à son travail ; fournit son propre matériel, mais il n'est pas tenu d'exécuter lui-même les travaux ; peut avoir des employés ou faire appel à d'autres travailleurs autonomes ; détermine lui-même l'endroit où le travail doit être accompli de même que ses horaires de travail. Il importe aussi qu'il ait plus d'un client. Bref, il est indépendant. Quant à la micro-entreprise, on s'entend pour retenir qu'elle compte cinq employés ou moins.

Êtes-vous un travailleur autonome ?

« Bien que le statut de travailleur autonome fasse l'objet d'une plus grande attention depuis quelques années, la réalité qu'il englobe existe depuis toujours, rappelle Kathleen Kelly, responsable du recrutement du REQ-ATTAQ. La plupart des personnes, par exemple, qui pratiquent à leur compte un métier traditionnel (boulangier, cordonnier, menuisier, etc.) relèvent, sans toujours en être conscientes, de cette catégorie. En fait, poursuit Mme Kelly, ce n'est pas le métier ou la profession qui détermine le travailleur autonome mais plutôt son statut fiscal. »

On évalue aujourd'hui à au moins 5000 le nombre de travailleurs autonomes dans la région de Québec. Ces personnes proviennent vraiment de tous les horizons. Elles se retrouvent notamment au sein de professions libérales (avocats, comptables, ingénieurs, architectes, conseillers financiers, etc.), parmi les nombreux travailleurs de la santé, les thérapeutes et les praticiens en médecine douce, dans le monde des communications (journalistes à la pige, rédacteurs,

graphistes, photographes, etc.), dans le milieu des artistes de la scène (comédiens, scénographes, musiciens, etc.), dans les secteurs de l'informatique ou de la formation ainsi que dans un grand nombre de métiers dits traditionnels.

Plus d'avantages que d'inconvénients

Bien sûr, être travailleur autonome comporte un nombre appréciable d'avantages. Parmi ceux-ci, la liberté figure au premier plan. Arrivent ensuite la souplesse, une certaine conception de l'indépendance, le désir de gérer ses propres affaires, le goût du risque, l'esprit d'entreprise, etc. En contrepartie, cette apparente liberté est accompagnée de certains inconvénients tels que la solitude qui va parfois jusqu'à l'isolement, les entrées irrégulières d'argent, le recrutement pas toujours facile des clients, le temps consacré à l'administration, notamment à la perception et à la gestion de taxes pour les gouvernements.

Afin de valoriser les avantages et d'atténuer les inconvénients, les travailleurs autonomes et les micro-entreprises de la région de Québec peuvent désormais compter sur un organisme qui veille sur leurs intérêts. Le Réseau Entreprendre-ATTAQ-Québec s'est en effet donné pour mission de regrouper les travailleurs autonomes et les micro-entreprises dans le but de briser l'isolement, de favoriser les relations d'affaires et de privilégier l'échange d'information. En vertu de son alliance stratégique avec la Chambre de commerce régionale des entrepreneurs de Québec (CCREQ), le Réseau peut offrir à ses membres un éventail d'activités et de services qui correspondent à leurs besoins particuliers. Mentionnons notamment l'organisation d'activités sociales et d'information, le réseautage, le ressourcement, la représentation auprès des instances gouvernementales ainsi que l'engagement social. Parmi les réalisations récentes de l'organisme, il convient de souligner le mémoire présenté au ministre du Travail, Jean Rochon, portant sur les besoins de protection des personnes vivant une situation de travail non traditionnelle ; le coffre à outils Internet à l'intention des travailleurs autonomes et des micro-entreprises ainsi qu'une recherche sur les besoins des travailleuses autonomes en matière d'assurance.

Le Réseau Entreprendre-ATTAQ-Québec est né en 2001 de la fusion du Réseau Entreprendre Québec (REQ), fondé en 1997, et de l'Association des travailleurs et travailleuses autonomes

du Québec (ATTAQ) par l'entremise de la CCREQ qui agit maintenant comme le pivot du nouvel organisme. Depuis lors, le bassin de membres ne cesse de s'élargir. Les travailleurs autonomes et les propriétaires de micro-entreprises disposent désormais d'un véhicule d'échanges et ils profitent des nombreuses activités du Réseau pour tisser et solidifier des liens.

La programmation de cette année

Pour la saison 2002-2003, le REQ-ATTAQ présente une série d'activités qui permettront aux membres de briser leur isolement en participant à des activités qui favorisent les relations d'affaires et qui privilégient l'échange d'information.

En tout, au-delà d'une dizaine d'activités sont offertes, dont la populaire série de petits déjeuners-conférences offerts au grand public à l'Hôtel Gouverneur Québec-Sainte-Foy. Les conférenciers invités échangent sur différentes thématiques relatives au quotidien des travailleurs autonomes et des micro-entreprises. On y aborde des questions telles que les relations d'affaires, l'ergonomie, la succession, le réseautage, la fiscalité, la gestion du stress ou les stratégies de commercialisation.

En outre, les propriétaires d'entreprise, les dirigeants d'entreprise ou les gestionnaires sont aussi invités à participer au Forum régional Leadership 2002 (8 novembre 2002), à venir écouter le témoignage d'un conférencier invité dans le cadre du Témoignage de réussite (19 février 2003) et à reconnaître le travail des travailleurs autonomes et des micro-entreprises à l'occasion du fameux Gala Reconnaissance (30 mai 2003).

Le président du Réseau insiste encore sur l'importance et la pertinence de son organisation. Pour étayer son propos, il rappelle notamment que le profil économique des travailleurs autonomes accuse un certain recul par rapport au revenu moyen des salariés. « De plus, observe M. Brouillette, les micro-entreprises franchissent difficilement le cap des deux ans d'existence. » Même si la vie de travailleur autonome ou d'entrepreneur ne convient pas à tout le monde, une organisation comme le REQ-ATTAQ peut apporter un précieux soutien à quiconque s'engage dans cette voie. D'ailleurs, si vous assistez à une activité du réseau, vous serez en mesure de constater qu'il existe des travailleurs autonomes et des propriétaires de micro-entreprises qui ne changeraient pas leur situation contre celle d'un salarié.

Murray Promotions

T-Shirts, Polars, Manteaux, Sacs Sport, Articles Promotionnels de tous genres

Un simple appel... ça clié

844-1921

www.murraypromo.com

BISTROT

CUISINE DU TERROIR DE FRANCE

SOIRÉES THÉMATIQUES

Bon vin et bonne chère unissent le corps et l'âme

Fasola Didier
Stoltz Nathalie

BISTROT

Le moulin à poivre

ALSACE/PÉRIGORD/LOIRE À QUÉBEC

2510, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy (Québec) G1V 3T5
Tél./Téléc. : (418) 656-9097
bistrotlemoulinapoivre@qc.airs.com

Oeil pour Oeil

imagination sans limite

d'une équipe de photographes qui n'a pas froid aux yeux.

Lauréat reconnaissance micro-entreprise 2002

oeilpouroeil@co.inter.net

Boutique

La Griffe d'Or

Vêtements neufs et déjà portés pour homme et femme, de qualité et très bien sélectionnés.

Top 5 dans 'Elle Québec'

Pierrette Montminy, propriétaire

832-7319

8033, avenue des Églises, Charny
www.griffedor.qb.net

Cheveux Piccar inc.

IMPORTATEUR DE REMPLACEMENTS CAPILLAIRES ET DE PERRUQUES

IMPORTER OF HAIR REPLACEMENT SYSTEMS AND WIGS

...pour elle et lui...for her and him

Pierrette Carrier
Présidente

16, rue Kings Drive
Shannon, QC G0A 4N0
Tél. : (418) 844-9990
1 888 508-2323
Téléc. : (418) 844-9126

Courriel : cheveuxpiccar@megaquebec.net

Tremblay Cossette Gaudreau & ass.

NOTAIRES • CONSEILLERS JURIDIQUES
NOTAIRES • LEGAL COUNSEL

Me Louise Cossette

Notaire
Conseillère juridique
Tél. : (418) 651-2420
Téléc. : (418) 651-4381
lcossette@notarius.net

PLACE DE LA CITÉ, tour Belle Cour,
9e étage, bureau 2950
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy
(Québec) G1V 4M6

PUBLICITÉ MéRiTAS enr.

ARTICLES PUBLICITAIRES
GRAPHISME • SÉRIGRAPHIE

TROPHÉES • PLAQUES
MÉDAILLES • CADEAUX
GRAVURES SUR MÉTAL ET PLASTIQUE

3325, CHEMIN STE-FOY
SAINT-FEY

(418) 653-3355

HMS 90

Aliment santé par excellence

NUTRITION...

Votre VIE EN DÉPEND

TÉL.: (418) 831-8011

Sans frais: 1-866-831-8011

OPTI RESSOURCES

35 ANS D'EXPÉRIENCE

Courtier en éclairage médical et scientifique
Conseiller en microscopie
Service de microscopes et microtomes

OPTI-RESSOURCES inc.

4033, av. de l'Eau-vive
Charny (Québec) G6X 1J2
Tél. : (418) 832-6335
Téléc. : (418) 832-7816
optiress@videotron.ca

JEAN O. BRODEUR B.Sc. CHIM., D.ADM.

CLUB DE JUDO DE LA VIEILLE CAPITALE ENR

Judo - Aikido - Jujitsu

Professeurs :

Judo : Gérard Blanchet DT 5e dan
Aikido : David Mooney 2e dan
Ju-Jitsu : Paul Giroux 1er dan

750, Côte de la Pente douce
Local 101
Québec (QC)
G1N 2M1

Téléphone : 418-527-7310
Télécopie : 418-843-9704
blanchetjvc@hotmail.com
www.judovieillecapitale.com

productions **Passionnata**

www.productionspassionnata.com

Concept publicitaire
Infographie
Site Internet
Multimédia
Production télé
Vidéo corporatif

1-866-650-2077
418-650-2077

Québec
3188, chemin Ste-Foy
Ste-Foy

Corine Markey Designer

Créations de Mode
à votre image

Confections exclusives
Conférences - Séminaires
Ateliers sur l'art vestimentaire

12510, du Glorieux, Québec (QC) G2A 3R5
Téléphone : (418) 843-7971 • Télécopieur : (418) 843-0071
Courriel : cmarkey@comi.qc.ca • Site web : www.cmi.qc.ca

Rompré & associés
Consultants en R & D

Stéphane Rompré, ing., M. Eng.

1040, avenue Belvédère, bureau 227
Sillery (Québec) G1S 3G3

Tél. : 418-684-8484
Fax : 418-684-9940
stephane@rompre.net

DON IN MEMORIAM

Un don, parce que la vie continue...

OQPAC

Organisation québécoise des personnes atteintes de cancer

(418) 529-1425